hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Les États-Unis, le monde et la guerre

La Conquête continue

Grève gagnée à Arcade : on peut faire céder les patrons !

Les trotskistes et l'École émancipée, dernier coup d'une longue série.

Le jour où la guerre éclate pour de bon, rendez-vous à 18 heures devant l'ambassade des États-Unis à Paris, place de la Concorde.

M 02137 - 1312 - F: 2,00 €

2€

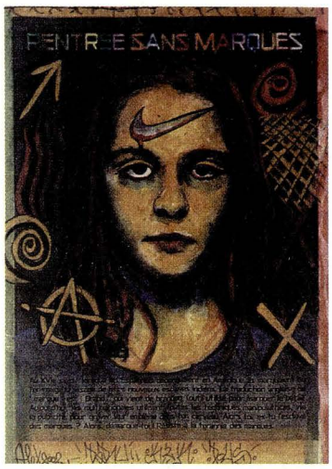
ISSN 0026-9433

« Le travail est à la vie ce que le pétrole est à la mer. »
Anonyme

hebdo n° 1312

du 20 au 26 mars 2003

Sommaire



Unité d'action contre les suppressions d'emploi le 21 mars, page 4

Si le diable n'**existe pas,** alors son corollaire est vrai, Dieu n'existe pas, page 4

Les trois derniers libertaires du centre social Malas Pulgas enfin **libre**, page 4

Cochonnaille et **cochonnerie** ne font pas bon ménage, page 5

Ladrisse remet le couvert page 5

Charlie-Hebdo au rythme du Medef ; Michel **Boujut** débarqué, page 6

On le croyait fini, on recycle : **Pasqua** est de retour, page 6

Qui sont les **étrangers** ? Pas ceux que l'on croit, page 7

Soutien aux **Roms** contre leur expulsion, page 7

Arcade, les jalons d'une **lutte victorieuse**, page 8

Pour **Alstom** et **Maxi Livres** rien n'est perdu, ni gagné, pages 9 et 10

Revendiquons haut et fort : « Nous sommes tous ***unamerican*** », page 11

Pour un **pacifisme intégral** libertaire et révolutionnaire, par Johan, page 12

Irak, prétexte à une nouveau jeu des **alliances,** par Martin, page 14

Les **trotskistes** toujours dangereux pour nos libertés, par H. Portier, page 15

Féministe, tant qu'il le faudra, par Adeline, page 18

En vrac, la rubrique d'André Sulfide, page 19

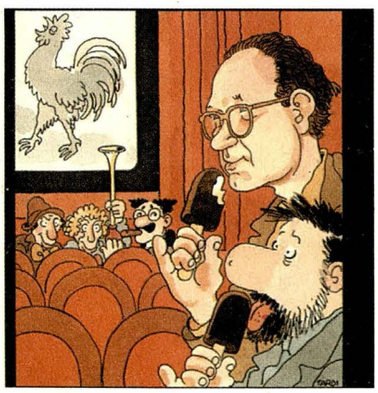
Mémoire syndicale des **instits ardéchois** dans les années trente, page 20

Programme du **livre alternatif et libertaire** à Gand, page 20

Heureusement **Béranger** et **Gilbert Laffaille** nous donnent des plaisirs, page 21

Agenda, page 22

Radio libertaire ; itinéraire Gaston Couté et matériels GlaaacG8, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 nos	◯ 20 €	◯ 32 €	◯ 27 €
6 mois 25 nos	◯ 38 €	◯ 61 €	◯ 46 €
1 an 45 nos	◯ 61 €	◯ 99 €	◯ 77 €
Abonnement de soutien	◯ 76 €		

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

_____

Code postal _____ Ville _____

◯ Chèque bancaire ◯ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Editorial

Onu, Otan
et autres machins

À L'HEURE du bouclage, nous ne sommes pas en état de savoir si l'invasion massive de l'Irak a réellement démarré à l'heure voulue par les super-gangsters. Par contre, le spectacle parisien de la manifestation antiguerre de samedi dernier laisse un goût amer dans notre bouche. Certes, le cortège libertaire était encore de bonne tenue si on le compare à celui d'il y a un mois. Mais ces mobilisations appelées par des organisations de gauche ou syndicales et des collectifs lycéens ne sont pas sans rappeler l'élan républicain de mai 2002. D'autant que les chiffres estimatifs des manifestants livrés par la police à la presse témoignent d'une volonté manipulatrice – comme d'habitude mais cette fois-ci dans l'exagération – de confirmer un soutien populaire au président Chirac. Le pacifisme circonstanciel et sélectif de ce dernier est systématiquement relayé par les médias bourgeois. La finalité obtenue est bien utile car elle masque l'aggravation accélérée de la situation sociale.

Quand bien même la douce mort d'un grand marchand de canons apporte un peu de gaîté dans notre esprit d'anarchistes et d'antimilitaristes, nous avons conscience que le système continue à broyer un peu plus d'existences en y mettant les bouchées doubles.

En effet, les journalistes ne se lassent pas de se désoler des baisses enregistrées sur les places boursières. Cette crise plus terrible que celle de 1929 n'empêche pourtant pas les records de chiffres d'affaires et de résultats nets. À chaque publication triomphale de leurs bénéfices et économies réalisés, les actionnaires décrètent au mieux blocage des salaires et aggravation des rythmes de travail et au pire des plans sociaux. Ces augmentations de richesses et ces bénéfices sont bel et bien le fruit de précarisation et d'exploitation accrue des salariés. Sans parler des hausses des prix supportées par les consommateurs. Il y a comme un souci avec la répartition des richesses.

Alors, il ne faut pas être polytechnicien pour comprendre que le système n'a pas besoin de se porter mal pour nous casser un peu plus. D'ailleurs, les réactions radicales des Cellatex, des Arcades, Pizza Hut et autres conflits récents devraient encourager à la rupture avec cette logique prétendue consensuelle. Les expériences social-démocrates de gouvernement subies ces vingt dernières années confirment qu'aucune volonté politique n'a le pouvoir de redistribuer la « donne » sociale. Et c'est aussi notre tâche de rappeler que les révolutionnaires en peau de toutou et autres altermondialistes se plantent complètement en prétendant moraliser le capitalisme.

BOSNIE, Kosovo, Irak… Comme M. Christ Jésus multipliait les pains, L'Onu et l'Otan accumulent les prétendues « guerres du droit ». On se concerte, on vote, on négocie et on construit une légalité avant de plonger durablement une région du monde dans le chaos. À ce propos, on notera l'assassinat récent par une mafia du Premier ministre serbe. L'intervention militaire a visiblement restauré l'État de droit…

La situation actuelle nous expose une nouvelle fois aux rafales d'arguments en faveur du droit international et des institutions qui l'incarnent, ou devraient l'incarner. On voit des Chirac se réclamer, d'une manière amusante, du respect des lois. Toutes sortes de juristes, d'intellectuels et de journalistes s'interrogent fiévreusement sur les résolutions prises ou avortées. Tout le monde s'inquiète : la détermination des faucons américains à faire la guerre sonnera-t-elle le glas du concert des nations ?

Ces incertitudes reposent sur une perception tout à fait erronée de la diplomatie d'une part, du droit d'autre part. On nous présente la diplomatie comme le fait d'enfants de chœur qui, s'ils savent bien sûr mentir un peu, le font dans l'intérêt de la justice. On croit, et on souhaite nous faire croire, que son but est d'accorder les nations pour le bien commun. Mais il n'en est rien. Chaque diplomatie n'a qu'un seul but : augmenter les avantages de son propre État et, puisque nous vivons dans une société divisée en classes, les intérêts des capitalistes du cru. Et le droit n'a que deux fonctions : s'assurer du respect des contrats commerciaux et garantir les privilèges. Bien plus, le droit suppose la force, et celle-ci est entre les mains des États nationaux. On voit mal ceux-ci abandonner leurs prérogatives. Par contre, il n'est pas besoin de les imaginer qui utilisent et détournent – mais est-ce là du détournement – l'Onu et l'Otan pour servir leurs propres visées. Il n'est pas besoin d'imaginer parce qu'on le voit tous les jours.

Le droit bourgeois étant, donc, la consécration de l'injustice, l'apparition d'un droit international, au sens où le réclament certains contempteurs de la « mondialisation libérale », est subordonnée à deux choses : le développement d'un capitalisme qui ne serait pas national ; le développement d'un appareil d'État international doté de cet attribut de la souveraineté ; le quasi-monopole de l'usage de la force.

Pour le premier, les choses ne sont pas encore très avancées. La plus grande partie de la puissance financière et industrielle n'est pas du tout apatride. Si les unités de production sont délocalisées massivement, si les paradis fiscaux offrent un domicile fictif à des flux financiers colossaux, les propriétaires, les personnes physiques qui touchent les dividendes, ne se mélangent pas tant que cela. Les vides et zones d'ombres juridiques auraient plutôt tendance à les arranger.

Quant aux organisations supranationales actuelles, on peut dire qu'elles fournissent du travail, ou plutôt de l'activité et de la justification, à une cohorte de parasites, diplomates, secrétaires, rapporteurs divers et autres. Tous ces braves gens trouveront mille bonnes raisons de pérenniser et d'augmenter leurs prérogatives – je n'ose écrire leurs compétences. C'est là à mon sens la seule force, bien débile face aux appareils nationaux, qui joue pour l'autonomie, sans parler même d'indépendance.

Le droit international est un gadget entre les mains des grandes puissances qui leur permet de soumettre tous les États de moindre importance. Qu'on ne vienne pas nous parler de justice, d'équité, de liberté. Nous le savons, par l'expérience à la fois du droit national et des rapports internationaux : depuis que nations il y a, ce sont les masques du privilège, de l'extorsion et de la contrainte. Le monde des bourgeois est un monde de larrons. Leur droit est à leur image : vicieux, trompeur et malhonnête. Il ne peut servir la cause de l'émancipation que par ricochet, pour ainsi dire comme un bienfait collatéral. Ceux qui mobilisent les institutions internationales qui pour « rétablir la démocratie en Irak », qui pour « sauver la paix » en appelleront aux mêmes pour étrangler au berceau notre révolution – Bakounine le veuille et nous protège ! Et le bon droit, n'en doutez pas, sera de leur côté.

Max Lhourson

Appel

pour l'unité d'action contre les suppressions d'emplois et la précarité

Privé et public tous à Paris le 21 mars 2003 !

ACT, DAEWOO, Metaleurop, Lu-Danone, Grimaud, etc., le patronat continue à licencier à tour de bras, sacrifiant des dizaines de milliers de travailleurs sur l'autel du profit. Toucher les primes à l'installation, profiter des exonérations et des subventions publiques le plus longtemps possible, délocaliser pour exploiter d'autres travailleurs à moindre coût, transférer une masse de plus en plus importante de capitaux dans la spéculation financière : c'est ça la politique du patronat, qui n'hésite pas à employer pour ce faire les pires méthodes mafieuses.

Cette politique engendre inévitablement des conséquences financières dramatiques sur les collectivités locales et met à mal la pérennité et la qualité des services publics de proximité. De son côté, l'État patron restructure, privatise, supprime des milliers d'emplois : France Télécom, La Poste, la Banque de France, la SNCF, etc. ; les conditions de travail sont désastreuses et le dernier projet du gouvernement de transformer les entreprises publiques en sociétés anonymes annonce de nouveaux plans sociaux pour demain !

D'ailleurs cet État agit lui aussi comme les patrons puisqu'il a décidé que les dizaines de milliers d'emplois jeunes dans les différents services publics (éducation nationale, collectivités territoriales, etc.) ne seront pas titularisés à leur terme. Et en plus, il supprime le statut d'étudiant surveillant qu'il remplace par un statut précaire et flexible : les assistants d'éducation. Et, parallèlement à toute cette casse, patronat et État se serrent les coudes pour mettre en œuvre une offensive généralisée visant à accentuer la précarité et à casser les acquis sociaux arrachés par les travailleurs au fil des luttes antérieures (retraite, assurance chômage, etc.).

Dans le même temps enfin, ils accentuent la répression contre le mouvement syndical à l'intérieur des entreprises et dans l'ensemble de la société contre les mouvements de résistance au développement de l'injustice et de la violence sociale (lois LSQ-LSI). Dans ce contexte, nous devons, en plus de continuer à résister et à rendre les coups boîte par boîte (privé, public), construire les convergences de luttes nécessaires qui nous permettrons d'imposer une alternative à la politique antisociale menée conjointement par le patronat et le gouvernement. C'est uniquement de cette façon que nous pourrons gagner et ouvrir des perspectives de changement de société.

C'est pourquoi, depuis plusieurs semaines, des salariés de différentes entreprises ou services publics (avec leurs organisations syndicales), confrontés au sale travail de décomposition sociale du patronat et de l'État, ont entrepris de se donner les moyens, dans l'unité d'action, de construire un rapport de force, dans la durée, contre les suppressions d'emplois, la précarité et la politique de régression sociale. Dans ce cadre, nous appelons, les salariés de toutes les entreprises touchées par des fermetures, des licenciements, les précaires des services publics et autres, et plus largement l'ensemble des salariés, chômeurs et retraités, à une première initiative interprofessionnelle (car personne ne sera à l'abri de la politique antisociale mise en œuvre par le patronat et les pouvoirs publics) en se joignant, de manière offensive, à la manifestation prévue par la Confédération européenne des syndicats le vendredi 21 mars à Paris, autour des mots d'ordre :

Privé, public : unité d'action contre les suppressions d'emplois et la précarité. Interdiction des licenciements.

Le lieu de rendez-vous à Paris n'est pas encore connu à l'heure où nous écrivons.

Premiers signataires de l'appel : CGT Aventis Romainville ; FO Aventis Romainville ; CFDT Aventis Romainville ; CGT ANPE de Lorraine ; Sud Éducation 95 ; Intersyndicale CGT-CFTC-FO Lu-Danone d'Evry ; AC ! ; Sud-Verre Baccarat ; MNCP ; Collectif emplois jeunes et surveillants d'Île de France ; Sud Éducation 91 ; CNT ; Sud Poste 91 ; CGT-FO (AZF Toulouse) ; CFDT Alstom TSO Saint-Ouen ; CGT Daewoo-Orion ; FO Daewoo-Orion ; CFTC Daewoo-Orion ; Union locale CGT du Bassin de Longwy ; Sud Plastic Omnium.

Transmis par le CSR

Antireligion : une info sympa, dans ce monde de Busherie

LE « TRÈS SÉRIEUX » magazine *le Pèlerin* a demandé à la « très sérieuse » agence de sondage Sofres de mener une enquête sur « les Français et le diable », réalisée sur un échantillon de 1 000 personnes, dans les règles les plus strictes de la profession. À la première question : « Avez-vous eu le sentiment dans votre vie d'être sous l'influence de puissances maléfiques ? », 15 % des personnes interrogées ont répondu « oui » et 81 % « non ». À la deuxième question posée : « Croyez-vous à l'existence du diable ? », 18 % ont répondu « oui » et 79 % « non ». Enfin, à la troisième question : « Croyez-vous que des individus puissent être possédés par le diable ? », 25 % ont répondu « oui » et 70 % « non ». Somme toute, une bonne moyenne. Et, pour en revenir à nos convictions anarchistes et antireligieuses, si environ 76 % des Français ne croient pas au diable, alors **Dieu n'existe pas !**

Patrick Schindler
groupe Claaaaaash de la FA
Sources (très sérieuses) : sondage Taylor Nelson Sofres, le Pèlerin, *12 décembre 2002*

Enfin libres

***Le Monde libertaire* avait largement raconté les arrestations de cinq jeunes gens à Valencia (Espagne), dans le sillage de l'expulsion du centre social Malas Pulgas. Nous avions aussi relayé l'information afin de ne pas laisser ces camarades isolés face à la répression et dans la solitude de leur cellule de Picassent. Nous sommes heureux de vous informer que les trois camarades qui restaient encore emprisonnés devaient être remis en liberté le 11 mars vers 18 h 00, par le magistrat qui instruit le dossier. Après les avoir enfermé cinq mois sans preuves, le juge Luis Francisco de Jorge Mesas les a donc libéré sous des cautions de 4 000 euros chacun. Faute d'éléments, il n'a pas obtenu qu'ils soient traduits devant la cour spéciale (Audiencia nacional à Madrid) qui juge les affaires de terrorisme. Ce qui laisse bien apparaître un formidable montage politico-judiciaire contre ces libertaires de Valencia. Merci à tous ceux et celles qui ont écrit aux ex-prisonniers Jordi, Ivan, Pascual et leur compagnon d'infortune.**

Relations internationales FA

Quand l'autruche éternue...

Du passé faisons quelque chose

« Tout ne commence pas maintenant, mais tout n'est pas terminé aujourd'hui » (Marie-George Bufet).

Si ça se trouve, demain, c'est l'avenir !

Tracasserie patronale

« Oui, je sais, 30 milliards d'euros de pertes sur deux ans... Oui, je suis soucieux » (Thierry Breton, PDG de France Télécom).

Même que je me suis remis à fumer et à me ronger les ongles des mains. Je vous en cause pas le stress, au boulot, en ce moment...

Sarkozy Trotsky, même combat

« À propos de la prétendue double peine, le ministre de l'Intérieur s'est rangé aux positions de l'extrême gauche » (Bruno Gollnisch, doublure, pour les cascades, de Marine Le Pen).

On nous demande de signaler qu'il est préférable, en ce moment, d'éviter le tunnel reliant les locaux du *Monde libertaire* au ministère de l'intérieur : c'est tout le temps embouteillé.

Plutôt Français que fonctionnaire !

« Entre la rigueur pour les Français et la rigueur pour les administrations, je penche pour ce second choix » (Carrez, rapporteur du budget).

Je penche d'ailleurs tellement que je compte proposer une loi privant les fonctionnaires de la nationalité française. Comment ça, j'ai dit une connerie ? Comment ça, je suis viré ?

Tardive lucidité

« Nous allons développer nos arguments sans aucun espoir de convaincre » (Danièle Pourtaud, sénatrice PS).

Ben alors, les socialistes, on fait une méchante déprime ? On songe à se retirer au monastère de Solutré ? Allez, du nerf, reprenez-vous ! Au fond, vous savez qu'on vous aime, et puis la France a besoin de vous... Bon d'accord, j'arrête de me moquer.

La tectonique des ploucs

« Je crains qu'en ce moment la dérive des continents s'accentue entre l'Europe et les États-Unis » (Pierre Lellouche, le Pierre Perret de l'UMP).

À force de dérive(s), San Francisco risque de devenir une des banlieues de Pyong Yang. D'un point de vue géopolitique, ça risque d'être intéressant...

Monsieur Météo

« À écouter certains commentateurs, quand il pleut, c'est la faute à Juppé ! » (Bussereau, secrétaire d'État aux transports).

En attendant, comme par hasard, cet hiver il crée l'UMP, et paf : on a de la neige.

Fredo Ladrisse

(sources : Europe 1, le Figaro, l'Humanité, Libération, le Parisien).

...c'est toute la jungle qui s'enrhume

Cochonnerie dans les monts du Lyonnais

UNE PORCHERIE industrielle devrait très prochainement s'installer dans un petit village du département de la Loire nommé Maringes. Habitants et riverains risquent de cohabiter avec 1 500 porcs. Les nuisances seront multiples : odeurs nauséabondes et tenaces, augmentées suivant la chaleur de l'air et l'orientation du vent, bruits, pollution sonore de la rotation des camions de livraison, du ramassage des animaux pour l'abattoir, l'enlèvement des cadavres pour l'équarissage, le pompage du lisier dans les cuves, la prolifération des rats et des mouches... Un collectif d'opposants s'est créé, soutenu par Liane (une association écologiste) et par la Gaule forézienne (association de pêcheurs). Lors d'une assemblée générale organisée par Liane et réunissant une centaine de personnes, l'éleveur a répondu qu'il utiliserait un produit neutralisant contre les odeurs : encore un produit chimique qui aggravera la pollution !

La Confédération paysanne a pris parti pour l'éleveur et tient un discours ambigü. Elle soutient ce projet pour trois raisons : la création d'emplois en aval ; la proximité d'un important bassin de consommation ; la répartition de la production sur l'ensemble du territoire français. Pourtant, dans un éditorial de son mensuel *Campagnes solidaires* de janvier 2003, la Confédération paysanne souligne qu'elle tire sa légitimité et son soutien populaire « du fait [qu'elle] défende à la fois l'avenir des paysans et l'intérêt des habitants de la planète. Ses militants ont mis en cohérence leurs pratiques sur les fermes et leurs implications pour construire une nouvelle politique agricole européenne déconnectée de l'OMC. [...] : droit pour les citoyens à des aliments sains et de qualité ; droit pour tous à sauvegarder la planète et les biens communs de l'humanité : l'eau, la terre et la biodiversité ».

Les communes environnantes de Chazelles-sur-Lyon et de Grézieux-le-Marché ont voté à l'unanimité pour ce projet sans se poser trop de questions. Ils ont déplacé le problème au lieu de l'approfondir. Le conseil municipal de Maringes, la première commune concernée, hésite. La Frapna se consulte en interne. La préfecture de la Loire devrait donner sa décision fin avril.

Nous avons appris qu'un autre projet se dessine sur Chazelles avec une batterie de 3 000 porcs. Le Crédit agricole et Carrefour sont-ils impliqués ? Qu'ont-ils promis et à quel prix ? On sait que ces structures sont loin d'apporter le paradis aux paysans, avec beaucoup de travail, un surendettement et peu de revenus. Les gagnants sont les grosses entreprises agroalimentaires qui vendent la farine et rachètent la viande de porcs à bas prix pour la revendre avec une confortable marge.

Il existe pourtant d'autres modes de production porcine (bâtiments sur paille ou sur sciure, distinction entre le lisier et le fumier) expérimenté par exemple par des éleveurs bretons (Vivarmor nature). La population bretonne est en train de refuser l'élevage intensif porcin dont les dégâts écologiques, économiques et sociaux sont désormais connus. L'industrie agroalimentaire prospecte et teste d'autres régions. Seul un rapport de force entre les consommateurs et les exploitants agricoles lucides pourrait chasser tous ces cochons-là.

Groupe Nestor-Makhno de la FA
et des sympathisants des monts du Lyonnais

drôle de cuisine

À titre de représailles, le restaurant du sénat américain n'appelle plus les frites *french fries* mais *freedom fries* et le pain perdu *french toast* mais *freedom toast*. M. Sarkozy, les atteintes à l'hymne et au drapeau français sont punies par la loi ! En guise de riposte foudroyante, nous proposons d'appeler les hamburgers *hamburpaix*. Na !

Pépé le Moko

Pasqua Ier, le retour

Seule la fidélité (à soi-même) paie

Le grand vainqueur du premier tour de la présidentielle de 2002 vient enfin de toucher les dividendes de son « absence ». Rappelons-nous, juste avant la naïveté totalitaire [1] du second tour où le candidat perdant a fait un score aussi médiocre que celui de Chirac au premier tour. Rappelons-nous, juste avant l'échec de Lionel Jospin, de la vraie-fausse candidature de Charles Pasqua. Lorsqu'il « pleurait » sur son manque de signatures.

Lui et le candidat du Front national avaient utilisé un pseudo-manque de signatures pour mieux se médiatiser et marchander. Un soutien à sa présence au premier tour pour l'un, par pure démocratie... s'entend. Un arrangement pour ses « affaires » pour Pasqua, une petite immunité ou amnistie à négocier et éventuellement un recyclage des derniers fidèles du RPF.

Car le vrai vainqueur du premier tour est bien Charles Pasqua. Son absence a tout simplement évité un second tour Jospin-Le Pen (et l'éclatement de la droite ?). Dès le soir ou dès le lendemain, il a dû présenter la facture à Jacques Chirac. Je ne sais si c'est cela que médias et politiques ont qualifié de « séisme politique », mais j'ai bien ri.

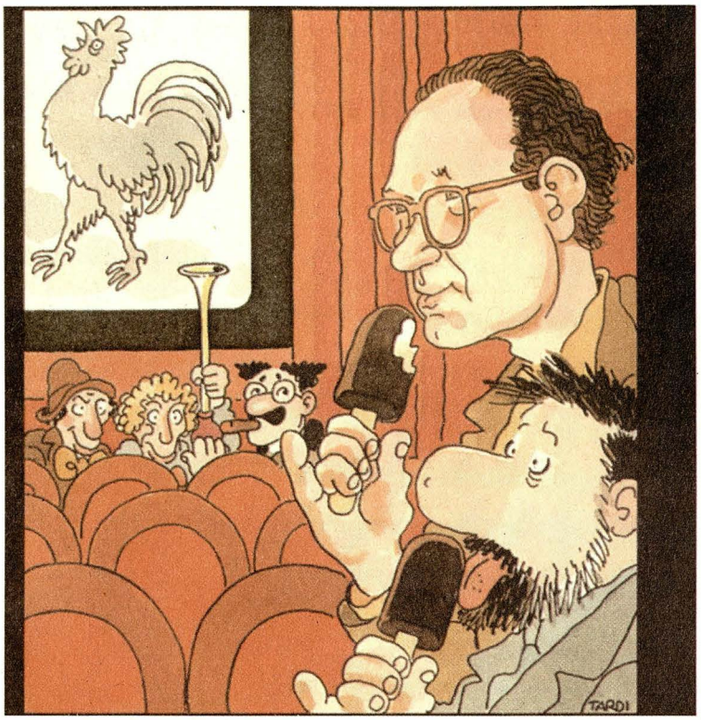
Toujours est-il que la réforme des scrutins va lui permettre de cumuler de nouveau le mandat – très rentable – de président du conseil général des Hauts-de-Seine et celui très immunitaire de parlementaire européen. Sept mois après avoir dû démissionner, il est « enfin » revenu à la présidence de son instance préférée. En effet, comme une réélection ne pouvait se faire qu'avec la totalité des sièges pourvus, le camarade terroriseur de terroristes a organisé des démissions successives de conseillers.[2]

Depuis la réforme du cumul des mandats du socialiste Bernard Roman, Pasqua avait dû choisir le mandat qui lui permettait d'échapper aux poursuites des juges français. Sarkozy et Raffarin, épaulés par Juppé (lui-même en délicatesse avec la justice) et sous l'œil bienveillant du président de la République, présentent soulagés sa récompense au multi-traître Charles Pasqua. Un homme qui « n'est ni de gauche ni de droite et même un peu anarchiste » et dont les promesses « n'engagent que ceux qui y croient ». Voilà enfin le Charles paré pour le grand spectacle de l'après-2007 : « L'immunité totale avec J.-C. ».

Claude Delattre
groupe de Lille

1. Celle qui voulait que chacun se lance dans le front uni et électoral contre le FN. Pas si unitaire que cela dans les faits. La droite, presque coite, laissant la gauche et les humanistes faire la campagne. La gauche, et notamment le PS, manipulant tout le monde dans l'espoir de décrédibiliser Chirac par un score « soviétique ».

2. Pour la petite histoire, voir aussi *Libération* du 25 février 2003. Bien évidemment, l'opposition communiste et socialiste qui dénonce ce procédé n'a pas eu l'idée de procéder de même maintenant pour prolonger le jeu (esprit civique ou esprit de lucre ?).



Boujut fait du cinéma, avec et par Tardi

Michel Boujut débarqué de *Charlie-Hebdo*

Le critique et historien du cinéma Michel Boujut a annoncé lundi dans un communiqué qu'il quittait *Charlie-Hebdo*, où il tenait sa chronique depuis dix ans, pour cause de « changement de maquette-épuration ».

Dans une lettre ouverte intitulée *Chronique d'une disparition*, Michel Boujut s'estime « débarqué comme une planche pourrie avec ses indemnes », actuellement en négociations. Selon lui, la raison invoquée par la direction pour lui « couper le sifflet du jour au lendemain » est « un changement de maquette ». Il juge cette raison « dérisoire et cousue de fil blanc ».

« Plus de chronique cinéma ! », décrète sèchement et unilatéralement le rédac'chef Philippe Val, sans consulter quiconque, ni Cavanna, fondateur du titre, ni Gébé, directeur de la publication (*et voisin de page de Michel Boujut, n.d.l.r.*). Le tout, « sans informer préalablement la rédaction mise devant le fait accompli », affirme le chroniqueur.

Contactée, la rédaction en chef de l'hebdomadaire « de la France d'en haut » a indiqué qu'elle « ne souhaite pas communiquer » sur ces propos.

Michel Boujut, producteur de *Cinéma Cinémas* sur Antenne 2, était entré à *Charlie-Hebdo* à la suite d'une rencontre avec Gébé après la disparition de cette émission mythique. « Je regretterai Michel Boujut en tant que lecteur », nous a déclaré Gébé. Mais, pour le reste, « il y a eu une décision de changer la maquette. Et on s'est aperçu qu'il n'y avait plus de place ». « C'est la décision du rédacteur en chef dont l'autorité est totale », a-t-il ajouté.

Mais d'où vient cet atavisme dont semble ne plus pouvoir se départir le rédacteur en chef de *Charlie-Hebdo* ? Pour un homme qui dit vouloir faire fonctionner son journal comme le « service public » (*sic*), force est de constater que ses pratiques sont plus proches de celles des « petits patrons ». C'est une litote de dire qu'elles sont irrévérencieuses. Serait-ce sa collaboration à *France Inter* et la proximité avec les journalistes de cette chaîne – dont les analyses très consensuelles ne sont pas un parangon de la contestation – qui lui donnent des velléités de chef ? La critique du système capitaliste ne concerne visiblement pas la direction de *Charlie-Hebdo* puisqu'elle s'approprie les formes les plus abjectes et iniques de son fonctionnement.

Un prochain numéro de *Réfractions* devrait aborder, entre autres thèmes de réflexion, l'étude sociologique des avatars de *Charlie-Hebdo* et mettre notamment en exergue comment, sous couvert d'un changement de maquette (janvier 2001), l'autoritarisme de la direction avait déjà permis la censure de certaines rubriques et la mise au placard de certains journalistes.

Athéna

À bas les étrangers !

De toutes les questions qui passionnent les travailleurs, celle des étrangers est des plus importantes. On voit généralement d'un mauvais œil l'homme qui, ne pouvant vivre chez lui, vient essayer chez les autres de lutter, comptant y trouver le pain que sa patrie lui refuse. Tous les qualificatifs les plus blessants lui sont crachés à la face par la fraction ignorante des prolétaires qui, pleine de mépris pour lui, le considère comme un individu à part, qui n'a rien de commun avec elle.

Pourtant, cet étranger l'est moins qu'on le suppose, car il vit de la même vie de misère et de privations que ceux qui le combattent ; il a les mêmes besoins et surtout les mêmes aspirations. Si, parfois, il est réduit par la misère à donner sa sueur pour un salaire dérisoire, le bourgeois qui profite de cette situation pour augmenter ses bénéfices, est seul coupable, et c'est lui qui doit être voué à la haine des souffre-douleur.

Les travailleurs, quel que soit le sol qui les a vus naître, ne sont pas étrangers les uns aux autres. Leurs maux sont identiques et ils doivent s'unir pour lutter contre l'ennemi commun : le capitaliste qui, lui, est le véritable étranger, car il forme une caste à part, et en pratiquant l'exploitation de son semblable, se procure toutes les jouissances, possède tous les privilèges et ne se considère pas comme l'égal de ceux qui produisent pour elle.

L'étranger pour le peuple, n'est pas le peuple, mais tous ceux qui se considèrent comme étant au-dessus de lui : la finance, le clergé, l'armée, la magistrature.

Le *financier* qui détient la fortune publique.

Le *prêtre* qui atrophie les cerveaux pour mieux opprimer les consciences.

Le *soldat* qui prime le droit par la force et abrutit la jeunesse.

Le *magistrat* qui rend des arrêts de complaisance.

L'étranger en un mot, est celui qui peut dire à un homme : « Fais ceci ! » quand cet homme n'a pas le pouvoir de se soustraire à cet ordre. Voilà les étrangers contre lesquels les déshérités doivent unir leurs efforts, s'ils veulent arriver au but de leurs légitimes revendications.

Les travailleurs de toutes les contrées doivent, dans chacune de leurs réunions et dans tous les meetings, préconiser la grande alliance des exploités contre les exploiteurs, et le cri qui devra s'échapper de leurs poitrines doit viser directement les classes privilégiées. À bas les étrangers-là !

Les groupes anarchistes de Marseille

Extrait du journal *la Révolte*, organe communiste-anarchiste, paraissant tous les samedis (n° 35, 26 mai-1er juin 1888), le gérant : Jean Grave, pp.2-3.

Pour copie conforme, Paul Champs

Contre les expulsions

de Roms de Montreuil et d'ailleurs

Réagissons !

Le squat du 47, rue Paul-Doumer ne fait pas exception à la règle. La fin de la trêve hivernale, fixée au 15 mars, représente une lourde menace pour la quarantaine de familles roms, dont une dizaine de femmes enceintes et une vingtaine d'enfants de moins de six ans, qui occupent les lieux depuis septembre 2001.

En un an et demi, la situation de ces personnes s'est totalement transformée : la cour, véritable cloaque, a été remblayée de graviers par la mairie, des toilettes ont été installées, les personnes se sont vu ouvrir des droits à l'aide médicale d'État, les enfants sont scolarisés depuis bientôt un an à l'école primaire. Des enfants et des adultes souffrant de maladies graves ont enfin été pris en charge médicalement et, dernière victoire en date, les pré-adolescents ont maintenant le droit de fréquenter le collège, après un an de démarches à l'Inspection académique.

Une nouvelle expulsion, après bien d'autres, réduirait à néant tous ces efforts. Pour autant, cette situation n'est pas acceptable. Or il faut se persuader que les Roms ne retourneront à aucun prix en Roumanie et que, si on les y force, ils seront à nouveau amenés à prendre la route de l'exil, comme l'ont démontré toutes les expulsions qui ont eu lieu ces dix dernières années. Tous les rapports européens concluent à des discriminations fortes en Roumanie sur les populations roms : discriminations à l'emploi, à l'accès au travail, aux soins et à l'école. Dans ce contexte violent et xénophobe, les Roms s'exilent depuis la chute du régime Ceaucescu et se heurtent en Europe, et plus particulièrement en France, à des conditions d'accueil là aussi très discriminatoires : les expulsions incessantes, la non-ouverture de droits à l'AME, le refus par les municipalités de scolariser les enfants, qui provoquent un stress et développent des pathologies qui ont pour effet de quintupler la mortalité infantile et de réduire la durée de vie à 60 ans…

Depuis plus d'un an, la Ddass et la préfecture, via l'association Emmaüs alternatives, ont tenté de garantir les droits fondamentaux des personnes, quelles que soient leurs origines. Cependant, les démarches de demande d'asile territorial ont toutes échoué, et la plupart des familles se retrouvent dans des situations administratives qui les rejettent dans l'illégalité. Seule une politique d'accueil est à même de régler le problème de l'immigration clandestine. Les expulsions n'ont jamais endigué ni stoppé cette immigration. Elles n'ont fait qu'aggraver les conditions de vie des personnes. Or il est inconcevable de s'acharner de la sorte sur des citoyens roumains, qui deviendront des citoyens européens à l'aube de 2007… c'est-à-dire dans quatre ans. Ce qui sera possible de faire dans quatre ans, justifie-t-il qu'on expulse de force des personnes qui ont pour la plupart plusieurs années d'ancienneté sur le territoire français ? D'autant que de l'aveu même d'une ONG roumaine, missionnée par Sarkozy, les autorités roumaines ne sont pas à même de garantir la sécurité, l'intégrité et l'égalité des Roms, aussi citoyens roumains.

La fête de solidarité organisée par les Roms et le Collectif de soutien de Montreuil, le 8 février dernier, a rassemblé plus de huit cents personnes venues exprimer leur sympathie et leur refus de criminaliser une population dans le dénuement et la précarité la plus absolue. C'est un début de mobilisation que nous devons amplifier afin d'alerter les pouvoirs publics sur leurs responsabilités, en opposant à la répression et au tout-sécuritaire, la détermination des actions solidaires et justes.

L'urgence sociale est absolue : réaffirmons les droits fondamentaux et empêchons l'irréparable de se produire ! Nous vous attendons nombreux !

Les Roms de Montreuil et le Collectif de soutien

Manifestation contre les expulsions le vendredi 21 mars devant la mairie de Montreuil à 18 heures, suivie d'une réunion publique d'information sur la situation des familles roms à la Maison des syndicats à 20 heures, 24, rue de Paris (M° Croix-de-Chavaux).

Arcade

Jalons pour un premier bilan de la grève

La grève s'est terminée par la signature d'un accord « confidentiel », qui restera entre les mains des avocats sans avoir été donné aux grévistes, lesquelles ont seulement signé un avenant à leur contrat de travail. Cette confidentialité montre à quel point Arcade craint que les résultats obtenus n'incitent d'autres salariés à suivre leur exemple. Nous reconstruisons donc ces résultats à partir de documents précédents et des informations transmises oralement par les grévistes. En voici une synthèse :

LES CADENCES – qui étaient le point central du conflit – sont ramenées à 4 chambres par heure dans les hôtels Etap, à 3,25 dans les hôtels Ibis, à 2,50 ou 3 (selon le type de chambre) dans les hôtels Mercure, Novotel et Suite hôtel et à 1,9 (double) ou 2 (simple) dans les Sofitel (les couloirs sont exclus de la charge de travail). Ces nouvelles normes ont été consignées dans le « protocole d'accord d'entreprise » du 15 janvier 2003 et découlent directement des concessions faites par la direction d'Accor en fin d'année. Concessions qui se sont aussi traduites par la signature avec les organisations syndicales du groupe, le 3 décembre, d'un « protocole sur l'orientation des conditions de recours à des entreprises extérieures de nettoyage » par lequel Accor reconnaît de fait sa responsabilité dans les conditions faites aux salariés de ses sous-traitants. Rappelons que ce dernier protocole entérine le principe d'un rapprochement des conditions de travail des salariés des entreprises sous-traitantes de celles des salariés directs du groupe et surtout du paiement de toutes les heures de travail effectuées par les salariés de la sous-traitance, avec un droit de contrôle accordé aux syndicats. Il y est aussi question de mettre en place une formation professionnelle, d'équiper les personnels de tenue de travail, de mettre à disposition des locaux pour les repas, équipés de four à micro-ondes et de frigo.

– Tous les contrats de travail sont portés à 130 heures mensuelles.

– Les sept grévistes licenciés pour fait de grève sont réintégrés (le huitième licencié a déjà fait l'objet d'une mesure de réintégration). Les poursuites judiciaires et les demandes d'astreinte sont annulées. Toutes les sanctions sont levées.

– Une prime de chantier est accordée, y compris aux non-grévistes, pour les sites touchés par la grève.

– Une indemnité de compensation des jours de grève est versée à l'ensemble des grévistes, équivalente à environ 35 % des salaires sur douze mois. Cette indemnité est libre de toutes charges sociales et non imposable, mais ne donnera sans doute pas droit à des points de retraite. Les grévistes ont décidé de la partager entre elles de façon égalitaire.

Sur toutes les revendications des grévistes, il y a donc eu des avancées substantielles. Sur la question cruciale des cadences et sur celle des temps partiels imposés, la victoire n'est certes que partielle, mais il n'en reste pas moins que sur tous les points l'employeur a bel et bien dû céder.

Nous sommes conscients que les avancées obtenues par la grève auront besoin d'être défendues pied à pied par les salariés sur leur lieu de travail, et qu'il leur faudra faire preuve de beaucoup de vigilance pour éviter que le terrain gagné ne soit repris par l'adversaire. Pour cela, il faudra que les acquis de la grève soient connus et s'étendent à tous les autres salariés.

Contre toute tentative de récupération de la lutte

En ce qui nous concerne, nous pensons que si l'on veut comprendre le sens de l'expérience du collectif de solidarité et de son rapport aux grévistes, il faut éviter que les cartes soient brouillées par tous ceux qui aimeraient s'attribuer les mérites de la victoire. C'est pourquoi nous essayons dès maintenant de poser des jalons pour un bilan.

Cette lutte a démarré avec le soutien du syndicat Sud. Sans cet appui du syndicat à ses membres qui avaient débrayé, cette grève n'aurait sûrement pas existé. L'aide financière apportée par le G10 Solidaires a été indispensable. Et sans la ténacité des grévistes, qui ont gardé le contrôle de leur propre lutte durant douze mois, rien ne serait arrivé.

Si la grève n'est pas parvenue à s'étendre, c'est certes à cause de la peur et du climat de chantage

Comité de soutien

Infos luttes sociales, bulletin n° 45, numéro spécial sur l'accord de fin de grève à Arcade, avec un premier bilan. Pour tout contact : CICP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris (en précisant bien le nom du comité) – Chèques à l'ordre de ADC. Informations et documentations sur la grève et les initiatives en cours : ac.eu.org/actudocs/arcade/arcade.htm arcadesolidarite@hotmail.com

qui domine dans le secteur du nettoyage (et à Arcade en particulier), mais aussi à cause du véritable cordon sanitaire organisé par la CGT du nettoyage, qui a « découragé » activement les autres salariés d'y prendre part.

Arcade a choisi de laisser pourrir le conflit, misant sur l'isolement et l'épuisement des grévistes, et Accor a longtemps cherché à en nier tout simplement l'existence.

Durant les trois premiers mois, la grève est gérée sur un mode syndical classique : elle est menée avec beaucoup d'activisme, mais comme l'affaire d'une chapelle syndicale (Sud Propreté et Services), les autres individus et groupes suivant éventuellement, mais n'étant pas associés de façon active.

Vers la fin mai, le collectif de solidarité prend le relais du soutien à la lutte. Pendant neuf mois, il alternera actions bihebdomadaires dans les hôtels du groupe Accor et réunion hebdomadaire, tout en multipliant les initiatives de popularisation de la lutte[1].

À partir du mois de juin, les syndicats restent présents aux réunions du collectif, mais dès septembre on ne les voit plus. Sud-Rail continue à suivre de loin les activités menées sur le terrain, fournissant une utile aide logistique, donnant quelques interviews et assurant le suivi juridique. Fonctions qu'il serait injuste de sous-estimer, mais qui restent accessoires par rapport au problème central, à savoir faire évoluer les rapports de forces sur le terrain.

La petite intersyndicale Sud-CNT-Collectifs oppositionnels de la CGT fait son apparition à la mi-mai (63e jour de grève), à travers un tract. C'est elle qui organisera la manifestation du 3 juillet (départ d'Abilis et arrivée au siège d'Arcade, suivie d'une intervention des CRS), puis celle du 22 juillet (départ du siège de la CFDT, passage place du Colonel-Fabien, arrivée au tribunal des prud'hommes) ; elle participera en outre à l'action du 9 juillet place d'Italie et à la fête du 13 juillet place de la Réunion et verra sa banderole fort remarquée à la fête de l'*Humanité*, en septembre. Mais, au total, elle aura une vie plus virtuelle que réelle, marquée par la méfiance entre les trois organisations parties prenantes.

On peut donc dire qu'une fois que le collectif est intervenu dans la lutte, les syndicats ont plus fonctionné comme un bureau d'aide juridique que comme instrument de lutte. Et cela non sans quelques cafouillages d'ailleurs, qui auraient pu être évités s'il y avait eu une meilleure coordination entre les initiatives des uns et des autres.

De son côté, le collectif de solidarité va, dès le mois de juin, tenter de modifier une situation qui semble bloquée : dans leur boîte, les grévistes sont isolées, la grève n'arrivant pas à s'étendre ; elles n'ont pas le soutien actif des milieux militants (qui se bornent souvent à des messages de solidarité et parfois à une petite collecte) ; leur lutte n'a guère de visibilité, n'ayant pas de lieu physique où apparaître (contrairement à la grève de McDo), ce qui amènera certains à parler de « grève en perdition ».

Il est vrai qu'un point semble avoir été marqué lorsque le 4 juin, à la réunion du comité du groupe Accor, le PDG Espalioux énonce les principes d'une « charte » devant présider aux rapports entre le groupe et ses entreprises sous-traitantes. Pourtant, il apparaît vite qu'il ne s'agit que d'une habile opération de communication destinée à redorer le blason d'un groupe dont l'image « sociale » commence à être gravement ternie par la divulgation de ses pratiques auprès du grand public. Et seule la ténacité des grévistes finira par contraindre Accor, six mois plus tard, à passer aux actes – et à la caisse.

Par la suite, il faudra en plus contrer les discours annonçant la fin de la grève. Jusque dans le bulletin de Sud-Rail (octobre 2002, n° 22) on parlera en effet de « victoire annoncée »[2], signifiant par là que son existence même est une victoire et que – vu le rapport des forces – on ne peut pas en demander plus. Les plus engagés semblent ainsi ne pas croire eux-mêmes à la possibilité de gagner et donnent l'impression de se contenter d'une victoire largement symbolique. (En fait des divergences d'analyse et de stratégie finiront par apparaître au sein de Sud-Rail, qui auront de fâcheuses répercussions sur l'engagement concret du syndicat.)

Ce qui a permis à la grève de tenir

Sans fausse modestie, on peut dire que c'est le Collectif de solidarité qui a réussi à faire évoluer les rapports de forces, défavorables au départ, en donnant à Accor d'abord et à Arcade ensuite de bonnes raisons de chercher à clore le conflit. Comment cela a-t-il été possible ?

– Durant l'été, on maintient les contacts, on continue à se réunir dans un contexte de démobilisation estivale, à intervenir dans les hôtels, à assurer à travers des comptes rendus réguliers la continuité de l'information. Dès le départ, on concentre notre action sur Accor, cible plus sensible qu'Arcade à son image de marque et donc plus à notre portée.

– À la rentrée, on passe à la vitesse supérieure, tout en garantissant la continuité de l'information en milieu militant et des actions dans les hôtels, menées par un petit noyau dur auquel d'autres venaient parfois se joindre de façon ponctuelle. On organise d'abord quelques actions de financement, pour prendre la relève de Sud qui montre des signes d'épuisement, puis on lance une « semaine nationale d'action » contre le groupe Accor, qui permet d'élargir les contacts, notamment avec le milieu militant et les médias.

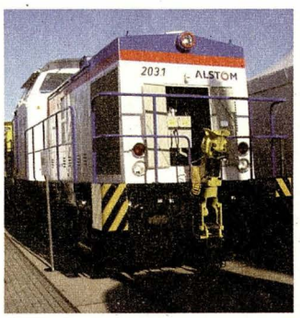
– Fin septembre, un référé des prud'hommes très attendu par les grévistes est rejeté. Le moral commence à descendre.

– Le 20 novembre, le procès devant les prud'hommes pour demande de réintégration des grévistes est reporté à la demande des avocats, qui invoquent des dossiers incomplets. S'ensuit un moment de grave découragement, les grévistes se sentant abandonnées par ceux-là mêmes qui sont censés les défendre[3]. Le Collectif décide alors de suivre de plus près les actions juridiques et de resserrer les contacts avec les avocats. Il s'agit de remonter le moral des grévistes, qui a atteint son point le plus bas, tout en faisant en sorte qu'elles puissent éventuellement rentrer la tête haute si elles prenaient la décision de le faire. Ce sera là le plus important

Alstom

Encore des licenciements en nombre !

Après Metaleurop, Daewoo, Airlib récemment et bien d'autres, le capitalisme se restructure et, bien évidemment, ce sont toujours les salariés qui trinquent. En l'occurrence cette fois-ci c'est Alstom qui licencie. La compétition impose de se spécialiser dans un domaine précis. Le groupe s'apprêterait à se séparer de la branche transmission et distribution, pourtant excédentaire de 3,16 milliards d'euros de



Après les trains, les charrettes

chiffre d'affaires sur l'exercice 2001-2002, qui concernerait 33 000 personnes dont l'usine de transformateurs à Saint-Ouen fait partie. Mais la Bourse en a décidé autrement. Son endettement atteindrait 4 milliards d'euros. Le groupe recentrerait son activité sur l'énergie et le transport pour 80 000 salariés environ.
Pour ce qui est des effectifs à Saint-Ouen, 1 emploi sur 3 est menacé donc 105 emplois dénoncés par les syndicats réformistes de la boîte. Le collectif auquel la CNT vient de se joindre appelle les gens concernés ou solidaire à venir les soutenir le jeudi 13 mars à 11 heures devant l'entrée de l'usine Alstom (juste derrière le centre administratif et social). Notre réaction devrait être en rapport avec la violence des licenciements. Licencions les patrons et prenons nos affaires en main.

Pascal Jourdain
groupe Sacco et Vanzetti

Arcade

Jalons pour un premier bilan de la grève

suite de la page 9

succès du collectif, dont tous les autres vont découler.

– Début décembre, la situation a déjà changé, suite à une série d'actions menées contre les hôtels mais aussi à des interventions lors de manifestations professionnelles et lors de la rencontre entre le directeur financier d'Accor et les actionnaires au Salon Actionaria, grâce également à un début de concrétisation de la solidarité internationale, grâce enfin à des contacts avec les médias qui commencent à porter leurs fruits. Cette remontée ne fera que se confirmer dans la période des fêtes et en janvier. Le 4 décembre, la direction d'Accor annonce la signature, entre DRH et organisations syndicales du groupe, d'un « protocole d'accord sur les modalités de recours à la sous-traitance », indice clair de l'impact de nos actions sur la politique d'Accor. Prenant prétexte de ce texte, et à la demande explicite des grévistes, le collectif écrit à la DRH d'Accor, qui répond à notre courrier et à qui nous finissons par imposer une entrevue: nous essayons de lui montrer que laisser la grève durer est un mauvais calcul parce qu'elle ne pourrit pas, mais au contraire se renforce, rencontrant une solidarité croissante – ce que viennentconfirmer les quelques actions menées à l'étranger et les cartes postales de protestation qui commencent à affluer à la direction du groupe, ainsi que l'intérêt croissant des médias pour la lutte. De fait, on commence à obtenir qu'Accor exerce une pression sur Arcade, qui jusque-là pouvait se sentir à l'abri: Arcade rouvre les négociations après avoir, lors du CE du 15 janvier, entériné une baisse significative des cadences, première concession à la revendication essentielle des grévistes.

– Fin janvier, pour pousser le processus de négociation, coincé sur la question du paiement des jours de grève, nous envisageons une campagne contre les autres chantiers d'Arcade et commençons par Paris VIII, où nous avons déjà lancé en novembre une pétition demandant au président de rompre le contrat de sous-traitance avec Arcade, qui assure le gardiennage – cela dans l'idée de faire comprendre à Arcade qu'elle risque de perdre beaucoup plus d'argent que celui qu'elle refuse aux grévistes. Parallèlement, nous mettons à profit les contacts établis avec la CGT d'Accor: nous photocopions son bulletin pour le distribuer au personnel des hôtels, tout en mettant au verso de nos tracts un texte de solidarité avec les revendications des salariés d'Accor, afin de faire craindre à la direction d'Accor que la grève ne devienne un exemple y compris pour ses propres salariés et de la pousser à clore le conflit.

La composition hétéroclite du collectif

Des individus aux appartenances diverses, syndiqués et non syndiqués, voire critiques des syndicats et du syndicalisme: militants de TCP (Travailleurs, Chômeurs Précaires), d'AC!, de la Coordination des Travailleurs Précaires (CTP), de Sud, de la CNT ou l'ayant quittée, du Collectif national pour le droit des femmes, de la Fédération anarchiste. De façon plus ponctuelle, ont participé à des réunions ou à des actions (ou pris des contacts avec les médias) des militants d'Attac, Stop-Précarité, du CAE, de No Border (lors de la rencontre de Strasbourg), de la CGT, de LO, de Droits devant, des anciens de la LCR, de Partisan, etc. Sans oublier les salariés qui toutes les semaines, des mois durant, ont cotisé pour fournir une aide anonyme et concrète, ceux qui ont imprimé tracts, affiches et cartes postales, ceux qui ont assuré la circulation de nos bulletins sur le Net ou créé une page consacrée à la grève sur le site d'AC!, ceux qui ont traduit nos tracts en plusieurs langues, ceux qui – ne serait-ce qu'une seule fois – sont venus nous aider devant les hôtels, et les quelques journalistes – parfois eux-mêmes précaires – qui ont fait en sorte que leur média parle de la grève et que le silence soit brisé.

Le nombre restreint de ceux qui ont assuré la continuité du soutien a évidemment été un handicap lors des actions, mais il a permis aussi que les décisions soient prises collectivement avec le temps de discussion nécessaire, que les bilans des initiatives soient régulièrement tirés, sans complaisance mais sans que le climat fraternel s'en trouve remis en cause. La volonté de lutte a toujours été indissociable du plaisir de se rencontrer, de se connaître de s'entraider, de comprendre, d'apprendre.

C'est ce climat qui a permis de conserver l'initiative pendant plusieurs mois, sans se laisser démonter par les difficultés qui pourtant n'ont pas manqué. Nous avons toujours pris des initiatives à la hauteur de nos forces, sans raconter d'histoires autour de nous. Nous sommes également assez satisfaits d'avoir réussi à éviter toute forme de répression ou presque contre les militants engagés dans les actions, à un moment où le climat est à l'intensification de l'action répressive.

Enfin, nous n'avons pas mégoté notre solidarité aux luttes que nous avons croisées (Maxi Livres, McDonald's, Sin et Stes, Abilis, les sans-papiers, etc.) et, quand cela a été possible, nous avons essayé d'impulser des formes de soutien mutuel, essayant de faire comprendre autour de nous que la solidarité n'est pas un courant à sens unique.

Comité de soutien aux salariés et précaires en lutte d'Arcade, McDo, Fnac, Disney, Virgin, etc.

1. On peut trouver le détail des activités du collectif en consultant le bulletin *Infos luttes sociales* qui a été rédigé semaine après semaine et déposé sur la page que AC! a consacrée à la lutte d'Arcade sur son site: ac.eu.org/actu-docs/arcade/arcade.htm

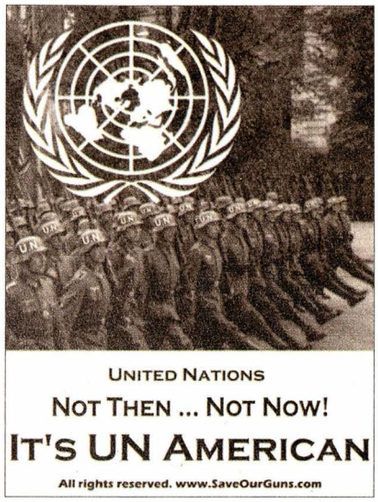
2. Y sont notamment évoqués « le côté minoritaire de l'action, l'isolement au sein de la profession, le manque de reconnaissance des autres syndicats, une faible extension du mouvement ». Ces mêmes thèmes sont repris dans deux articles, l'un publié par *Rouge* le 26 septembre 2002 (« Arcade victoire ») et l'autre, signé par D. Malvaux et publié dans *SUDcam* le 2 décembre (« Arcade: la lutte continue »), où il est fait état des avancées enregistrées par le protocole n° 4 proposé par Arcade et jugées insatisfaisantes par les grévistes.

3. On comprendra plus tard qu'il s'agissait d'une décision prise par un ou plusieurs avocats pour faire reporter le procès prud'homal sur le fond, dans l'idée d'avoir affaire à une chambre d'appel des référés a priori plus favorable et de soumettre entre-temps Arcade à une pression juridique par le biais du procès engagé pour discrimination syndicale et illégalité des contrats de travail (double clause). Mais, sur le moment, aucune explication de cette « stratégie » n'est donnée aux grévistes ni au collectif de solidarité. La déléguée des grévistes, tenue elle-même dans l'ignorance, se trouve ainsi un moment presque désavouée par les grévistes, qui se sentent gagnées par un sentiment d'abandon et de trahison.

Maxi Livres, maxi combat

Quelques lignes pour faire le point sur la situation de deux salariées toujours en lutte (cf. *le Monde libertaire* n° 1308). Maude et Latifa, dont le licenciement économique a été contesté par l'inspection du travail pour lien possible avec leurs mandats de délégation syndicale, ne sont toujours pas réintégrées. Leur patron, pour qui la lutte de classe n'est pas un vain mot, intente un recours ministériel pour faire casser la décision de l'inspection du travail...
La lutte continue. Rendez-vous au conseil des prud'hommes de Créteil, 9, rue Thomas-Edison, M° Créteil-l'Echat (ligne 8) le mercredi 26 mars dès 9 heures pour les soutenir.

Laurent
groupe de Montreuil



Voici ce qu'on peut trouver sur un site du lobby pro armes aux États-Unis.

We all are unamerican

nous sommes tous « unamerican »

DANS LE PLUS PUR STYLE maccarthyste, *Front Page Magazine* livre la liste des « dix Américains les moins honorables » établie par Ben Johnson et John Perazzo. Qui sont ces deux zouaves? Ben Johnson est rédacteur assistant de *Front Page Magazine*, torchon sensationnaliste et populiste ultraconservateur. John Perazzo est l'auteur des *Mythes qui nous divisent : comment les mensonges ont empoisonné les relations entre les races en Amérique*, concentré de négationnisme en temps réel à propos d'une « prétendue ségrégation » aux États-Unis.

Le préambule de cette liste noire se passe de commentaires : « Les Américains ont retrouvé leur cohésion nationale après les attentats du 11 septembre, mais certaines personnes préfèrent être aux côtés de l'ennemi alors que ce dernier tue des citoyens américains. Ces dix personnes méritent le titre de *Dix Américains les moins honorables.* »

Qui sont donc ces brebis particulièrement galeuses qui se refusent à bêler avec le troupeau des « patriotes » ?

Brian Becker, codirecteur de l'International Action Center de Ramsey Clark (ancien ministre de la Justice sous la présidence de John F. Kennedy) : « Il a qualifié l'attaque contre l'Afghanistan d'"attaque terroriste" et affirme que le 11 septembre est une conséquence des politiques américaines impérialistes. »

Michael Moore, réalisateur : « Il affirme que la guerre en Irak est menée pour des questions économiques et électorales et qu'on ne peut pas faire plus confiance à Bush qu'à Saddam. »

Danny Glover, acteur : « Il présente l'administration Bush comme impérialiste, condamne la guerre en Irak et l'embargo contre Cuba. »

John Walker Lindh, le « taliban américain » : « Il a servi dans les troupes d'Al Qaïda, mais nie être un terroriste. »

Oliver Stone, réalisateur « paranoïaque » : « Il a signé la pétition *Pas en notre nom*. Il affirme que Ben Laden n'a pas encore été arrêté car il est protégé par les compagnies pétrolières qui l'utilisent pour mettre les Saoudiens dans l'embarras. »

James MacDermott, député démocrate : « Il s'est rendu en Irak peu de temps après l'anniversaire du 11 septembre et, depuis, affiche sa préférence pour Saddam Hussein contre Bush. »

Barbara Lee, députée démocrate : « Elle est la seule élue à avoir voté contre l'autorisation faite au président Bush d'aller combattre Al Qaïda en Afghanistan. »

Stanley Cohen, membre du Center for Constitutional Right (CCR) : « Il prétend que le gouvernement Bush et le gouvernement israélien commettent des crimes de guerre... contre le Hezbollah et le Hamas ! Il défend John Walker Lindh et l'icône gauchiste, le tueur de policier Mumia Abu Jamal. »

Lyne Stewart, également membre du CCR : « Elle légitime la violence ciblée et le terrorisme contre le système capitaliste. Elle a été emprisonnée pour complicité d'acte terroriste. D'après John Ashcroft (ministre de la Justice de Bush), elle a servi de messagère entre réseaux terroristes. »

Leslie Cagan: « Sympathisante communiste. Elle dirigeait les manifestations interdites du 15 février à New York. »

Passons sur des accusations qui, sauf dans le cas du « taliban américain », visent des opinions et des activités dont l'expression ou l'exercice est, en principe, garanti par l'« l'État de droit ». Passons aussi sur les amalgames grossiers, les imputations diffamatoires et les épithètes injurieuses dont cette liste est parsemée. C'est sa publication même qui devrait inquiéter. Dans le climat d'hystérie chauvine et de panique tous azimuts où le pays est plongé depuis le 11 septembre, on pressent, en effet, ce que la publication d'une telle liste peut signifier : un pur et simple appel au meurtre. Appel qui pourrait bien être entendu, étant donné que la libre possession des armes aux États-Unis permet à n'importe quel hurluberlu de jouer les justiciers.

Ces dix Américains « les moins honorables » qui veulent du mal à l'empire du Bien ne sont évidemment que la pointe émergée de l'iceberg de la trahison. On sait que les superordinateurs des différentes officines policières ou militaires chargées de veiller à la sécurité dudit empire ont déjà fiché plusieurs centaines de milliers d'autres citoyens, états-uniens ou non, coupables ou simplement suspects de sentiments « unamerican » (non américains). Pas plus « unamerican », pourtant, que n'étaient « antifrançais », il y a près d'un demi-siècle, les opposants à la « pacification » de l'Algérie. Ou que ne sont « antiaméricains », aujourd'hui, les militants européens qui se mobilisent contre la prochaine busherie.

Laissons donc les plumitifs à gages de *Libé* et du *Monde* entretenir sciemment la confusion entre anti-impérialisme et antiaméricanisme, comme ils le font déjà entre antisionisme et antisémitisme. Nous nous sentons évidemment plus proches de ces « mauvais américains » montrés du doigt chez eux, avant d'être éventuellement pris pour cible, que des va-t-en-guerre bien de chez nous, du genre Glucksmann, Finkielkraut, Bruckner, Goupil ou Adler. Sans parler du bon docteur Folamour-Kouchner, d'ailleurs déjà pressenti par les – non moins bons – Américains pour jouer les gauleiter dans un Irak dévasté soumis au protectorat yankee. Hormis la langue maternelle et la carte d'identité, que pourrions-nous bien avoir en commun avec les tristes sires du complexe militaro-humanitaire hexagonal !

Alors que l'intimidation, la persécution et la répression ont commencé à s'abattre sur les dissidents de l'Empire, tous ceux qui, en France, veulent mener avec eux un combat solidaire savent ce qu'il leur reste à faire. Descendre dans la rue pour crier : « Nous sommes tous *unamerican* ! »

Jean-Pierre Garnier

pour un p
libertaire

KOMAN ILé LAVI, André ROBèR

Johan

Dans le numéro 1309 du *Monde libertaire*, je regrette que le militant anarcho-syndicaliste Michel Sahuc, dans son article au sujet de l'Irak, mette dans le même panier le nationalisme, la propagande médiatique et le pacifisme intégral non-violent. Ce dernier serait aussi pour l'auteur, un frein à l'émancipation du prolétariat, aurait des « vertus soporifiques » qui l'empêcheraient de « s'opposer activement à la guerre impérialiste dans chacune de ses manifestations… ». Je préfère penser que le camarade est totalement ignorant de l'histoire des luttes non-violentes, du pacifisme, des actes de désobéissance civile à travers le monde. Si on doit faire de tristes comparaisons, en tant que syndiqué moi-même, je me permets d'écrire que le syndicalisme français d'aujourd'hui joue souvent le rôle de pompier du mouvement social, a sa part de responsabilités dans la disparition de la notion de lutte des classes, d'une certaine conscience sociale chez les « travailleurs et travailleuses ».

On ne doit pas non plus opposer pacifisme, action directe non-violente et syndicalisme, les grévistes de Solidarnosk en Pologne du temps de la dictature nous ont prouvé leur efficacité conjointe. Enfin, on ne doit pas vivre sur la même planète car le 15 février dix millions de Terriennes et de Terriens ont manifesté contre l'impérialisme états-unien, sa guerre, sur des bases pacifistes certaines même antimilitaristes, antilibérales, anticapitalistes.

Qu'entend Michel Sahuc par s'opposer activement à la guerre? Fallait-il prendre les armes pour empêcher le conflit en gestation,

Johan est militant du groupe Jes-Futuro de la Fédération anarchiste.

* in *Réfractions*, n° 5, *Violence, contre-violence, non-violence anarchistes*, printemps 2000.

acifisme intégral et révolutionnaire

« La mystique irraisonnée de la violence a beaucoup gêné le développement de notre mouvement libertaire tout au long de son histoire ». Jacky Toublet *

détruire l'ambassade américaine, abattre deux tours de plus avec tout le personnel en prime ?

Sa critique réductrice du pacifisme et de la non-violence reste dans le moule de la culture dominante qui leur donne une connotation péjorative. Ils seraient synonymes de passivité, de lâcheté… On accuse les pacifistes d'être des traîtres, des parjures… Or, c'est tout sauf ça.

Par ailleurs, le pacifisme intégral conséquent est aujourd'hui forcément, logiquement, anticapitaliste, antiautoritaire, propose une condamnation de la guerre quelle qu'elle soit, mais aussi souvent une alternative au système, des moyens d'action, des stratégies, une idéologie inspirés de l'anarchisme, du syndicalisme d'action directe, des mouvements des droits civiques, de la désobéissance civile, du féminisme, de l'écologie sociale, de la non-violence active, et aussi dans certains cas, hélas, de la religion (cf. Tolstoï, les quakers, certains moines bouddhistes, Gandhi, etc.). C'est un peu toutes les composantes qu'on retrouve dans l'Internationale des résistants à la guerre. Du côté de la non-violence active, il y a aussi des groupes nationalistes (le groupe basque Demo) ou des organisations qui ne sont pas anticapitalistes comme Greenpeace, ou juste de gauche comme le Man (Mouvement pour une alternative non-violente).

Dans le monde, la plupart des militantes et des militants s'opposent activement au système, prennent des risques souvent au péril de leur vie. Leurs moyens sont souvent : la démocratie de base, le boycott, la désobéissance civile, la non-coopération, la grève de la faim, la grève, l'humour, les marches, les occupations et les invasions d'institution, de bases militaires par exemple, le sabotage d'avions de guerre, de sous-marin nucléaire à coups de marteau, l'insoumission et l'objection de conscience, le refus de l'impôt, des « die in », des « sit in », des « kiss in », du théâtre, etc.

Des activistes s'enchaînent à des rails de chemins de fer pour empêcher le transport de matières radioactives, des milliers grâce à l'influence d'un réseau non-violent d'action directe bloquent l'OMC à Seattle, des femmes britanniques campent autour d'une base de l'Otan par tous les temps, des militants en forment d'autres pour de futures actions, on arrache des plants d'OGM, des femmes indiennes luttent contre la construction d'un barrage géant, etc., des jeunes objecteurs de conscience croupissent en prison en Finlande, en Israël, en Turquie.

Bref un monde vivant, agissant, souvent novateur, dont devraient s'inspirer bien des militant(e)s syndicalistes français(e)s libertaires, de gauche pour qu'ils et qu'elles renouent avec l'action directe, la démocratie de base sur le terrain (lors de manifestations géantes antinucléaires allemandes ou pendant le blocage de l'OMC à Seattle). Les anarchistes, en particulier, devraient nouer des liens plus intimes avec la philosophie et les pratiques non-violentes sous peine de voir notre idéal s'éloigner encore un peu plus à chaque fois que nous sommes tentés de prendre les armes pour un oui ou un non.

Ni la fin ni les moyens nécessaires à notre projet libertaire ne devraient être ceux de la société capitaliste, patriarcale dont nous souhaitons la destruction et qui est structurée par la domination, la force, la violence. « Tout recours à la violence perpétue la domination en la faisant tout au plus changer de camp » (*Réfractions*, n° 5, p. 3).

Inversement, les activistes non-violents, pacifistes devraient plus ouvertement s'intéresser à l'anarchisme social, au syndicalisme révolutionnaire et investir le champ des luttes à dominantes sociales. Contrairement aux affirmations de l'idéologie libérale, la lutte des classes est toujours d'actualité. « De nombreuses violences structurelles » résultent encore du mode de production capitaliste qui domine l'économie de nos sociétés (*Lexique de la non-violence* de Jean-Marie Muller).

Enfin, ils et elles devraient s'approprier les classiques de l'anarchisme afin d'éviter les pièges de la religion, du citoyennisme, de la collaboration avec la flicaille.

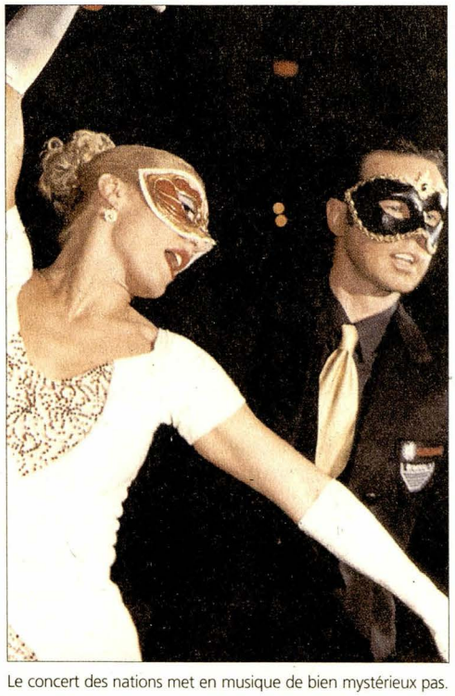
Je conseille à tous et à toutes de lire *Lexique de la non-violence* de Jean-Marie Muller, *Anarchisme, violence, non-violence* de Xavier Bekaert aux éditions du Monde libertaire, « Anarchisme, non-violence, quelle synergie ? », Le n° 17 d'*Alternatives non-violentes*, la revue *Réfractions*, n° 5, *Union pacifiste*, *Peace News*, *Graswurzelrevolution*, « le Manifeste du pacifisme intégral » et le *Monde libertaire*. Visitez également le site Internet de l'Internationale des résistant(e)s à la guerre (IRG).

J.

La crise irakienne, ou

la valse des alliances

Sous couvert de contenir les prétentions américaines, les dirigeants des autres puissances dessinent les contours d'une nouvelle coalition impérialiste.



Le concert des nations met en musique de bien mystérieux pas.

CES DERNIERS JOURS, les diplomates américains et français se veulent rassurants : les deux nations resteront alliées malgré leur désaccord présent sur la crise irakienne. En effet, on a du mal à imaginer que les deux pays se trouvent un jour dans une situation de concurrence, voire de conflit militaire. Pourtant, en 1814, une alliance entre la France et l'Angleterre, contre l'Allemagne, semblait tout à fait inimaginable. Elle deviendrait cependant réalité cent ans plus tard.

L'équilibre des puissances

Depuis la chute de l'Empire romain, l'Europe est caractérisée par l'éparpillement du pouvoir politique : toutes les tentatives d'unification du continent dans un empire ont échoué à long terme. Chaque fois qu'une des puissances européennes a essayé de dominer durablement le continent, les autres puissances se sont unies pour parer à la menace impériale. Ainsi l'Europe a connu la coalition anti-Habsbourg (guerre de Trente Ans), la coalition anti-française (Révolution française et Ier Empire), puis la coalition anti-allemande (Première et Seconde Guerre mondiale).

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe, habituée à dominer le reste du monde, s'est trouvée elle-même dominée par deux puissances semi-européennes : l'URSS et les États-Unis. Une situation bien évidemment insupportable pour le vieux Continent. Pourtant, l'équilibre nucléaire entre les deux superpuissances laissait une certaine marge de manœuvre et de chantage politique et économique aux pays de l'Europe occidentale et aux pays en voie de développement.

Depuis l'effondrement de l'Empire soviétique, le monde est confronté à la prédominance des États-Unis. La volonté affichée de l'administration Bush d'ignorer le droit international est de nature à inquiéter, pas uniquement Saddam Hussein et Fidel Castro, mais tous les gouvernants, à l'exception bien évidemment de George Bush et Tony Blair (le nouveau « vice-président » des États-Unis selon une blague des manifestants pacifistes britanniques).

Une nouvelle coalition « anti-impériale » (mais pas anti-impérialiste) se dessine autour de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Chine. Un regroupement plutôt invraisemblable, mais on a déjà vu des alliances nettement moins probables (Churchill, Staline, Roosevelt !). Bien entendu, il s'agit, pour l'instant, d'une coalition exclusivement diplomatique, dont la principale force est le fait de se trouver en phase avec une opinion publique qui est devenue mondiale lors de la crise irakienne. C'est pourtant une coalition militaire en puissance qui regroupe la première puissance économique mondiale qui est l'Union européenne (qui reste, il est vrai, divisée en deux camps), la plus grande armée de la planète (l'armée chinoise) et les forces nucléaires russe et française.

Vers l'union sacrée intérieure

Sur le plan de la politique politicienne, la stratégie « anti-impériale » commence à payer : en Allemagne, le gouvernement Schröder doit sa réélection, malgré un bilan désastreux en matière d'économie, à sa prise de position précoce et sans ambiguïté dans la crise irakienne.

Jacques Chirac tire un plaisir indéniable de son rôle de successeur dévoué de Mahatma Gandhi et du général De Gaulle réunis. La relative paix sociale qui règne en France, malgré la multiplication des plans de licenciement et le débat sur les retraites, s'explique certainement en partie par la popularité de la politique étrangère du président. Le pollueur de Mururoa et seigneur de guerre en Côte d'Ivoire, promis à une retraite à la Santé il y a un an, est un candidat sérieux pour le prix Nobel de la paix. On croit rêver…

Les deux exemples montrent bien les dangers d'un climat de conflit durable entre les États-Unis et le reste du monde. Celui-ci serait certainement accompagné d'un véritable cessez-le-feu social malgré la multiplication d'attaques massives contre les acquis historiques du mouvement ouvrier. On peut également s'attendre à une franche augmentation des dépenses militaires dans tous les pays impliqués[1]. Finalement, nous risquons d'être confrontés à un nouveau type de nationalisme, recyclé du nationalisme traditionnel, de l'ancien complexe de supériorité culturelle européenne, de la phraséologie anti-impérialiste et de l'antiaméricanisme à trois sous. Ce cocktail inquiétant des éléments de droite et de gauche est susceptible de réconcilier les sociétés européennes avec leur classe politique (au niveau national et européen) et de résoudre d'une façon inattendue, mais tout à fait classique (« Tous ensemble contre l'ennemi extérieur ») la crise politique qui pèse sur les démocraties représentatives du vieux Continent. Bref, pas de bonnes nouvelles pour la révolution sociale.

Martin
FA Toulouse

1. D'ailleurs, on peut se demander contre quel ennemi serviront les augmentations des dépenses militaires décidées récemment par le gouvernement Raffarin.

danger... troskistes !

Henri Portier

La prise de contrôle de l'École émancipée par les aficionados du pouvoir que sont les marxistes-léninistes n'a pas fini d'ébranler le milieu militant de l'enseignement. L'entente syndicale qui existait malgré tout depuis 1910 autour de la revue est bel et bien brisée. *Le Monde libertaire* s'efforce de relayer l'information sur cette affaire. Cette fois, l'auteur se livre à une charge lourde contre le trotskisme et ses appétits autoritaires et insatiables.

Léon Trotsky dans *Docteur Jivaro, le Fouquier-Tinville de la Révolution russe*

il.

IL EST FRANCHEMENT SYMPATHIQUE, ce jeune facteur de la banlieue de Neuilly, diplômé en histoire qui plus est ! Il a même fait un véritable tabac médiatique lors des dernières campagnes électorales… Franchement cela changeait de son prédécesseur, le Krivine looser usé des années 68 ! Et puis il a réponse à tout, ne bafouille pas, bref un discours clean et toujours « au service de la classe ouvrière » dont il se réclame à cor et à cri ! Son analyse de toute situation politique, sociale ou autre est implacable, toujours impeccable : « Sus au capitalisme suceur de sang, et aux organisations ouvrières récupérées ! »

Et puis ses copains et lui sont présents sur tous les fronts de la contestation. D'ailleurs on les voit de loin… Un LCR et un fanion rouge ! Des fois que leur appartenance politique n'apparaîtrait pas suffisamment. En plus cela fait joli et coloré dans le paysage, et amplifie leur présence et leur image de marque ! Ah ! cette forêt de drapeaux rouges ondulant dans le paysage, cela a quand même un petit air de révolution d'Octobre, non ? Toujours prêts donc (comme les boys-scouts) à rejouer un remake de la grande révolution de 1917 avec le génial Lénine et son acolyte, l'encore plus génial Trotsky !

Mais il y a une forte concurrence chez les trotskistes. Comment ne pas s'emmêler les pinceaux à séparer le bon grain de l'ivraie ? Outre la Ligue communiste révolutionnaire, il y a aussi Lutte ouvrière avec Arlette, et aussi le Parti des travailleurs… sans compter d'autres mini-sectes !

Et toutes ces organisations, très disciplinées, se réclament du « marxisme-léninisme » et prônent le rôle d'une avant-garde éclairée (par la pensée du génial Trotsky, comme de bien entendu) qui doit indiquer aux masses incultes le flamboyant chemin de la vérité et de la révolution ! Mais leur recrutement et leurs stratégies sont souvent fort différentes. Méprisant naguère la voie électoraliste de type social-démocrate, elles se sont aperçu que celle-ci avait quelque intérêt. Nonobstant le fait de paraître et d'apparaître pendant les périodes électorales, cela peut aussi améliorer l'ordinaire, en remplissant les caisses de l'organisation (lire sur ce sujet l'excellente analyse du *Monde libertaire* de juin 2002). Une voix rapporte 1,68 euros, cela fait beaucoup de thunes au bout du compte !

Historiquement, la plus ancienne des organisations à avoir entretenu, dès la fin de la guerre, des relations suivies avec les anarchistes est indubitablement l'OCI. Il y eut alors un projet de « Troisième Force », pour contrer l'influence hégémonique des staliniens du PCF et de son satellite la CGT, notamment sur le plan syndical et en liaison avec la création (voulue et financée par la CIA et le syndicalisme américain de l'AFL-CIO lors du début de la guerre froide) de Force ouvrière en 1947, la tentative de regroupement du syndicalisme révolutionnaire autour de la CNT française ayant, hélas, échoué. Leur tendance minoritaire au sein de FO, dite anarcho-syndicaliste et syndicaliste-révolutionnaire, connut des succès réels dans certaines unions départementales, et dans quelques syndicats professionnels. Par exemple, en Loire-Atlantique avec Alexandre Hébert… On les verra émerger spectaculairement lors des événements de mai 1968.

Cette OCI recruta, le plus souvent secrètement, des militants dans toutes les couches de la société, du prolo à l'énarque. Voir à ce sujet le parcours révélé d'un certain… Lionel Jospin. Ce fut la grande période d'une politique d'infiltration et de réseaux, destinée à investir de nombreux centres de la vie associative, syndicale et politique.

Ainsi, dans le syndicalisme enseignant de la Fen, les anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires – dont quelques trotskistes lambertistes (du nom de leur principal leader) – cohabitaient dans une tendance historique, car fondatrice dès 1910 du syndicalisme enseignant, dite « École émancipée », du nom de leur revue syndicale et pédagogique. Cette tendance était devenue minoritaire après la réunification syndicale, dans une fédération autonome dominée par les socialistes mais avec une très forte opposition communiste (cégétiste). En 1968, au sein de l'École émancipée, face à une tentative de mainmise de l'OCI sur la tendance, l'UAS (Union des anarcho-syndicalistes) réagit violemment et entreprit d'exclure les trotskistes, suivie en cela par d'autres camarades, sauvant ainsi la liberté de penser et d'agir de la tendance École émancipée. Les exclus fondèrent une éphémère ÉÉ-bis, dite ÉÉ-FUO (Front unique ouvrier), pour finalement quitter majoritairement la Fen, et

rejoindre le modeste syndicat enseignant de FO, renforçant la minorité ouvrière et leurs copains trotskistes qui s'y trouvaient déjà.

L'OCI fut de plus en plus influente au sein de FO. Elle se transforma en Parti des travailleurs (PT), parti qui présenta des candidats aux élections, mais sans jamais avoir de stratégie bien marquée sur ce terrain, privilégiant surtout son « entrisme » dans de nombreuses organisations. D'abord une tentative avortée en direction des francs-maçons du Grand Orient ! Puis, tout récemment, le Parti des travailleurs a pris le contrôle de la Libre Pensée, qui n'a plus désormais rien de libre, ni de pensée, provoquant ainsi de facto une scission de ceux qui refusent leur mainmise et un diktat sur cette historique organisation de lutte contre tous les bourrages de crâne et les culs bénits. Et par ces temps de retour inconsidéré de la bête immonde que constituent toutes les religions, on aurait bien besoin d'une organisation d'envergure capable de l'écraser !

Ce fut vraiment un coup médiatique génial, réussi par la moins connue, la plus fermée et aussi la plus sectaire (au sens littéral du terme) des organisations trotskistes, cette Lutte ouvrière dont l'appellation exacte est Union communiste trotskiste, quand elle propulsa la candidature à l'élection présidentielle de la jeune employée Arlette Laguillier. « Travailleuses… Travailleurs ! », tout le monde connaît désormais son célèbre leitmotiv incantatoire… Véritable événement aussi car elle fut la première femme à briguer les suffrages des électeurs. Et, inlassablement, son discours se répétera au fil d'un quart de siècle. La seule embellie viendra quand, et ceci est très rare dans le marigot trotskiste, LO se présentera aux élections européennes en s'associant avec la LCR, obtenant quelques élus au Parlement européen, la barre fatidique des 5 % de voix étant franchie. Ainsi le « Hardy des travailleurs » (du nom secret de son PDG Robert Barcia), avec son organisation de moines-soldats résidant au château de Presles et dont la grande manifestation annuelle est une fête champêtre (à l'image de la fête de l'*Huma* du PCF), obtenait en quelque sorte une consécration ! Quelques célébrités du show-biz lui apportèrent même un soutien, dont le chanteur Alain Souchon et la dame patronnesse des miss France, Geneviève de Fontenay, la petite sœur des pauvres au grand cœur, comme chacun a pu s'en apercevoir ! Soutien retiré depuis qu'Arlette a refusé d'appeler à voter au second tour de l'élection présidentielle en faveur de « l'escroc, contre le facho ! »

La plus en vue aujourd'hui des organisations trotskistes est indéniablement la LCR. Elle vient avec succès de monter sur le devant de la scène médiatique une figure qui emplit les ondes et surtout le petit écran. Ayant compris la leçon donnée par LO, la LCR a réussi à son tour son lancement de fusée. Un jeune employé des postes va-t-il remplacer l'employée de banque retraitée ? On le voit partout en ce moment et, pour promouvoir un bouquin coécrit, *Révolution ! 100 mots pour changer le monde*, il n'arrête pas de courir les plateaux de radio et de télé : « Les grosses têtes », « Y a un début à tout », « Archicon-Ardisson », « Cent minutes pour convaincre » (celui de Strauss-Kahn, avec qui il a pris un sérieux râteau !), « LCI » (interview – en famille – par un ex de la LCR qui a bien réussi, Edwy Plenel, dont on vient d'apprendre les exploits douteux de porte-plume d'un syndicat policier !), « Campus », etc., et cela n'est pas fini. Les journalistes aiment bien ce facteur lettré et son côté jeune séminariste à qui l'on donnerait le bon dieu sans confession, révolutionnaire certes mais bien poli et attentif, qui a son mot à dire sur tous les sujets. C'est prioritairement en direction de la jeunesse que son discours s'adresse, à ces jeunes dont il se voit être le porte-parole dynamique. L'ancien candidat à la présidentielles, fier de son score inespéré de 4,25 % (près d'un million de voix) a tout lieu d'afficher sa satisfaction. Talonnant le PCF en voie de décomposition (mais la bête remue encore…), ses copains et lui rêvent de le remplacer, notamment auprès de la mythique « classe ouvrière » ! Pour y arriver les militants de la LCR ratissent large : prêts à récupérer tout ce qui bouge dans la société, tout ce qui est perçu comme « dans le vent »… de l'Histoire bien entendu ! En effet, on les voit dans toutes les manifestations, bien groupés, slogans à l'appui, fidèles à ce dessin humoristique de Wolinski qui montrait dans les années soixante-dix une manif de la CGT derrière une banderole revendiquant « la retraite à 60 ans ! », suivie à une distance respectueuse par un groupe trotskiste arborant sa pancarte « la retraite à 59 ans ! ». Toujours plus à gauche de la gauche. Ce n'est pas du 100 % mais… du 150 % !

« Leur objectif, clairement affiché, était de prendre la direction de l'École émancipée, et d'éliminer ceux qui s'y trouvaient »

Imbattables et experts en démagogie, ces trotskistes sont même prêts à critiquer leur idéologue Trotsky, concédant qu'il avait été un tantinet « autoritaire » (doux euphémisme), le remplaçant dans leur imagerie par celle du charismatique « Che ». Pas Chevènement, bien sûr, mais celle de Guevara « parce que très coté chez les jeunes » (*sic*) ! Toujours à la recherche de l'image positive, branchée…

Et de passer la brosse à reluire sur tous ceux qui semblent être porteurs, car possédant une image positive. Ainsi leur groin va-t-il fourrager du côté de la bonne Louise Michel, de Zapata et même des libertaires…

Faudrait quand même pas prendre les enfants de Bakounine pour des canards

sauvages ! Mais oui, « le libertaire » ne leur fait pas peur ; il est même « tendance », à la mode. Pensez aux libéraux-libertaires (*lis-lis*) à la Dany Cohn-Bendit, qui ont tout du libéral, mais absolument rien de libertaire ! D'ailleurs, ces deux termes antinomiques et récupérateurs ne sont rien d'autre qu'un attrape-couillons pour *bobos* (bourgeois bohèmes) !

Et de prôner aussi l'autogestion économique et sociale de la société comme perspective révolutionnaire. Ben voyons, comment marier la carpe et le lapin ? À la sauce trotskiste cela donne une autogestion à la Tito, où le pouvoir des travailleurs yougoslaves se résumait au seul droit d'autogérer leurs chiottes, et encore ! L'État et le Parti disparaîtraient-ils par enchantement dans le bestiaire trotskiste ? À moins qu'un modèle guévariste ne les attire encore, comme celui du sucrier barbu des Caraïbes !

Ces *100 mots...*, ce n'est rien d'autre qu'un catalogue creux constituant un véritable miroir aux alouettes, destiné à piéger tous les gogos attirés par le chant de leur sirène et à venir renforcer le futur grand parti des travailleurs que la LCR envisage, rêvant de se substituer un jour au PCF. Cette « pêche à la ligne » des trotskouillons rappelle celle, heureusement disparue, que pratiquaient aussi en leur temps les stalino-pékinois !

Après les cocos, voici les coucous ! Toute cette stratégie peut paraître naïve, voire sympathique, si nous n'y regardions de plus près. En effet, leur infiltration dans un certain nombre d'organisations est bien réelle. Cet entrisme est délibéré, à l'instar de leurs frères jumeaux du PT ; et ces champions de la démocratie ouvrière sont en passe de coloniser et de mettre la main sur nombre d'entre elles. En voici une illustration :

Reprenons l'exemple précédemment cité de « l'École émancipée », cette tendance historique du syndicalisme enseignant révolutionnaire. À peine était-elle débarrassée de l'OCI que la LCR commençait à investir la place encore toute chaude et y pondait à son tour son œuf de coucou (cet épisode est bien raconté par Gaby Cohn-Bendit, alors anarcho-syndicaliste et membre de l'UAS, dans son livre *Nous sommes en marche*). Leur objectif, clairement affiché, était de prendre la direction de l'ÉÉ, et d'éliminer ceux qui s'y trouvaient. Et ils vont le faire, lentement mais sûrement, d'autant mieux que l'éclatement de la FEN, avec la création de la FSU proche du PCF, va voir bon nombre de militants quitter le terrain du compagnonnage à l'ÉÉ, rejoignant pour certains les syndicats Sud, voire la CNT, ou s'évaporant dans la nature... Les trotskistes de l'ÉÉ vont alors négocier leurs places de bonzes syndicaux avec avantages *ad hoc* auprès de la direction de la FSU. Mais il restait un domaine sur lequel ils n'avaient pas pu foutre leurs pattes sales, c'était le contrôle de la revue l'*École émancipée*. Lire à ce sujet dans *le Monde libertaire* : « Scission dans l'École émancipée » (janvier 2002), « Interrogations sur l'avenir de l'ÉÉ » (mai 2002), « Crapuleries trotskistes ! Hold-up sur une tribune libre » (juin 2002). Après avoir convoqué une AG bidon, nos tristes trotskistes, qui ont aujourd'hui de solides moyens financiers, ont sorti une seconde revue du même nom, sorte de Canada-dry insipide (« ÉÉ rouge » ou « ÉÉ-LCR », ou « ÉÉ-FSU ») de l'authentique revue qu'ils tentent de faire interdire devant les tribunaux. Ils ont emporté la première manche... Affaire à suivre, et de très près ! La résistance s'organise solidairement contre ces coucous de mauvaise augure...

Face à ces multiples offensives des sectes trotskistes, il est important de démontrer qu'elles représentent un danger bien réel pour les organisations et les luttes démocratiques qui se font un peu partout dans le monde. Leurs objectifs et leurs pratiques sont à pointer du doigt, inlassablement.

Mais s'ils sont des maîtres en récupération, il est souvent fort réjouissant de constater qu'ils sont aussi les premiers à être récupérés par le système. Qu'elle est longue et instructive la liste des ex-trotskards renégats, à avoir bifurqué vers les horizons plus confortables du pouvoir politique, vers tous les endroits d'ailleurs où il y a la moindre parcelle de pouvoir... au Parti socialiste, dans les médias, et même... au Medef !

Comme nous avons jadis combattu le stalinisme, nous allons dorénavant devoir combattre le(s) trotskisme(s), car dangereux pour la démocratie et les libertés ! **H. P**

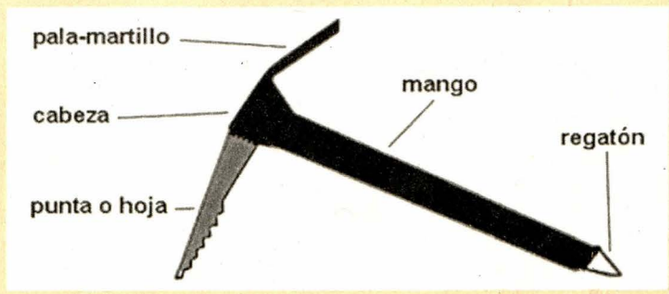
Au fait, Trotsky, vous connaissez ?

C'était ce révolutionnaire russe qui devint, après la révolution de 1917, le fondateur et le grand manitou de l'Armée rouge. Non seulement cette armée contribua à combattre les armées tsaristes contre-révolutionnaires des blancs, mais également à éliminer physiquement tous ceux qui s'opposaient à la politique léniniste de dictature des soviets ; bref, tous ceux qui démocratiquement refusaient la dictature des bolcheviques sur le prolétariat. C'est ainsi qu'en 1921 fut écrasé dans le sang le soviet libre (conseil ouvrier) de la ville de Kronstadt, à forte dominante anarchiste, qui avait été le fer de lance de la révolte révolutionnaire contre le tsarisme ! Et c'est Trotsky (avec la bénédiction de Lénine) qui donna cet ordre : « Il faut les tirer comme des lapins ! » Ce fut lui aussi qui, par des trahisons et guet-apens répétés, réussit à éliminer physiquement l'état-major de l'armée des partisans (paysans) libres ukrainiens dirigée par l'anarchiste Nestor Makhno. Armée de paysans révolutionnaires, la Makhnovstchina avait mis en déroute les armées blanches de Dénikine, celles-là même qui avaient auparavant infligé des revers catastrophiques à l'Armée rouge de Trotsky.

Lénine, après une attaque cérébrale (due en partie à sa syphilis), et ne disposant que de quelques rares moments de lucidité par jour, rédigea un « testament » pour envisager sa succession (comme un grand patron, celle de la multinationale du bolchevisme). Dans le conflit latent qui opposait Staline à Trotsky, il ne put trancher entre les deux bouchers, entre la brutalité de l'un et le bureaucratisme aveugle et inquiétant de l'autre ! Et c'est le plus malin, Staline, qui l'emporta... et élimina son concurrent. Trotsky, déchu de sa nationalité, fut condamné à l'exil en 1929. Le « Vieux », comme on l'appelait alors, persona non grata dans de multiples pays, erra quelque temps avant d'être accueilli au Mexique. Pendant son court séjour en France, je tiens à rappeler que c'est un camarade communiste libertaire, Raoul Faure, instituteur pionnier du mouvement Freinet, qui – sans rancune – l'accueillit et l'hébergea quelque temps en Isère...

Fondateur de la IVe Internationale, Trotsky passa le reste de sa vie à élaborer des théories « gauchistes » (au sens de « à gauche du léninisme ») passant par la révolution permanente, etc., ce qui lui attira la sympathie de quelques intellectuels. Son opposition constante au stalinisme, dont les crimes apparurent au grand jour lors des procès de Moscou, lui valut d'être assassiné en 1940 par les services secrets politiques, ceux-là même qu'il avait contribué à créer en URSS.

Sa fin sinistre fut explicitement commentée par ce remarquable apophtegme d'une vieille anarchiste espagnole : « On a le piolet qu'on mérite ! » Fermez le ban... H. P



Féministe tant qu'il le faudra

Combien de fois n'avons-nous pas entendu : « Mais qu'est-ce qu'elles veulent les féministes ? » ou encore « Aujourd'hui, y'a plus de raison de râler… maintenant, les femmes et les hommes ont les mêmes droits ! »

Ainsi, la légitimité des revendications et des luttes féministes est encore et encore remise en cause. Le matraquage médiatique mais aussi les valeurs véhiculées et relayées par les institutions de socialisation (telle que l'école par exemple), par lesquelles chacun(e) d'entre nous se construit, entretiennent ce que l'on peut appeler « l'illusion égalitaire ». Celle-ci consiste à nous faire croire que maintenant les hommes et les femmes sont « égaux » et que, donc, les luttes féministes n'ont plus lieu d'être (ben voyons !).

Si on se penche d'un peu plus près, il est évident qu'il y a encore du chemin à faire pour que les hommes et les femmes aient enfin des relations que l'on pourrait qualifier comme des rapports égalitaires.

Or, qu'en est-il de la persistance du « plafond de verre »[1] ? Pourquoi, aujourd'hui encore, six femmes meurent tous les mois suite à des violences conjugales[2] ? La liste serait trop longue si l'on voulait faire l'état des lieux de la situation des femmes aujourd'hui… mais cela interroge : c'est cela l'égalité ?

On va me dire que maintenant, il y a des lois… Bien sûr, des textes de lois ont été institués, modifiés (cela a été un des axes des luttes féministes, et c'est bien parce que des femmes sont descendues dans la rue qu'elles ont gagné certaines choses), cependant, même si certaines de ces lois sont très importantes, elles ne sont pas toujours une garantie et elles ne sont jamais suffisantes.

Certes, depuis la fin des années soixante-dix, nous pouvons aujourd'hui jouir de certains « acquis » (qui n'en sont jamais, restons vigilantes !) durement gagnés par les luttes menées par nos camarades féministes et/ou lesbiennes de la « grande époque ». Le droit à l'avortement et l'accès à la contraception ont été des axes majeurs sur lesquels elles se sont battues, et c'est certainement une grande victoire que cette bataille-là.

Néanmoins, au-delà de ce constat, il est très réducteur de penser ou de définir les luttes féministes à l'aune de cet aspect légaliste uniquement. Depuis l'apparition des revendications et des luttes féministes, les femmes luttent avant tout pour la libération des femmes. Cette libération est la condition nécessaire au processus d'émancipation et d'autonomisation des femmes autant intellectuelle que matérielle (liberté et autonomie d'agir et de penser, indépendance financière, émancipation sexuelle, etc.).

Les féministes ont toujours agi en ce sens, et notamment à travers la remise en cause des rapports de domination au travail, dans le couple, dans la famille, de la séparation des sphères dites publique et privée… Cependant, les luttes féministes ont toujours été démolies, et ceci par la non-visibilité de leurs revendications et par l'image caricaturale renvoyée par les médias. Et aujourd'hui, le processus continue…

Quelles perspectives ?

Au-delà du constat de la « crise » que traverse aujourd'hui le militantisme de manière globale ainsi que les conséquences de « l'institutionnalisation » [3] des luttes, notamment féministes, depuis ces vingt dernières années (au bas mot), la pseudo « égalité » entre les hommes et les femmes, idée reçue largement dominante et malheureusement intégrée par de nombreuses femmes, et notamment des jeunes femmes aujourd'hui, pèse très lourd. Ceci pose directement la question du relais et de la transmission du discours féministe : comment sensibiliser, informer et opérer des prises de conscience alors que l'illusion égalitaire des rapports hommes/femmes est ainsi entretenue et légitimée (et notamment par les opprimées elles-mêmes) ?

Cette entreprise semble d'autant plus difficile quand, même au sein des mouvements politiques censés être plus « au courant » ou plus « sensibilisés » des/aux luttes féministes, le terrain est souvent miné. En effet, les organisations politiques sont « traditionnellement » des espaces très masculins, il suffit de constater à quel point les femmes y sont peu nombreuses… et je ne parle pas des postes à responsabilité ou dis prestigieux quasi exclusivement occupés par des hommes dans les structures hiérarchiques (syndicats, partis, etc.). De plus, nous (les femmes) y avons encore beaucoup de difficultés à mener des luttes qui soient reconnues comme suffisamment légitimes pour qu'elles fassent partie des batailles « aussi importantes » que les autres.

Il est vrai que nous souhaitons ne pas recevoir des « leçons de féminisme », que les femmes sont les actrices de leur libération ; cependant, la « ghettoïsation » non choisie des féministes dans certaines organisations où elles militent renvoie directement au peu d'intérêt que les hommes y portent[4].

En termes de perspectives, je pense qu'il y a une réelle nécessité de lutte unitaire des féministes et des lesbiennes, à savoir qu'il nous faut foutre en l'air les barrières qui toujours œuvrent à diviser les femmes.

Il est évident qu'il y a des divergences politiques très fortes au sein des féministes et il est important de ne pas les taire, elles doivent être posées et discutées. Néanmoins, nous savons bien, au plus profond de nous-mêmes, que ce qui nous réunit c'est que l'on sait pertinemment que la première des oppressions dont on doit se libérer, c'est celle du patriarcat. Et, en cela, on doit bien pouvoir faire des choses ensemble, non ? Les féministes doivent se constituer en réseaux et s'organiser afin de ne pas être divisées et isolées. Ceci nous donnerait la possibilité, au moins, de réagir rapidement et plus efficacement qu'actuellement…

Et puis, la révolution ne se fera pas sans les femmes ! Féministes, tant qu'il le faudra !

Adeline

groupe de Nantes

1. Le « plafond de verre » symbolise la frontière qui exclut les femmes de toute ascension sociale à hauteur de celle possible pour les hommes (inégalité des salaires à travail égal, non-accès aux postes à responsabilité ou dits prestigieux, etc.)
2. Voir l'enquête Enveff (Enquête nationale des violences faites aux femmes en France) réalisée en 2000 par l'Insee.
3. Cette institutionnalisation est l'effet pervers de l'intégration des oppositions au sein des structures dirigeantes, comme par exemple la présence de certaines féministes dans les appareils d'État. La marge de manœuvre en est réduite et les luttes moins radicales puisque elles ne se passent plus dans la rue (rapport de force quasi inexistant).
4. Combien de féministes à la FA aujourd'hui ?

DEUX FOIS PAR AN, au printemps et en automne, ont lieu des rencontres non mixtes homos, réunissant (je cite) « gays anarchistes, tapettes anticapitalistes, tapins antifascistes, PDs libertaires, fiottes révolutionnaires, francopholles queers, punks squatteurs, et mille fois plus avec affinités ». Ces rencontres, intitulées les Croisières, durent une semaine et s'organisent en ateliers de discussion autour de thématiques définies le premier jour, lesquelles trouvent prolongation et approfondissement dans le zine *BangBang*. Le huitième numéro du fanzine vient tout juste de sortir, avec ce thème central : « Je lutte. Comment ? Pourquoi ? Avec qui ? ». Quelle place y a-t-il pour les homos dans les luttes antimondialisation ? Dans les luttes anticapitalistes ? Antifascistes ? Que représente la non-mixité dans ces luttes ? Quels sont les espaces politisés ? Faut-il se définir avant de lutter ? Faut-il se définir pour lutter ? Différents homos en révolte livrent leurs sentiments, leurs impressions, leurs doutes, leurs espoirs et leurs rages dans des textes écrits à la première personne, sans fausse pudeur. Les témoignages confinent à l'intime, au subjectif, et révèlent brillamment à quel point la (dé)construction de soi, la stimulation constante (et pas toujours agréable) des fors intérieurs, sont essentielles à l'affermissement d'une véritable conscience libertaire… et sans doute le premier pas d'une démarche révolutionnaire.

En dehors des textes persos, on trouvera deux interviews : celle de Gigi (ex-rédacteur et éditeur de *Star*, un fameux zine anarcho-gay-punk malheureusement éteint en 1999) et de Brigitte Quattro (l'un des activistes à l'origine du squat gay « Chez Brigitte », à Genève), des chroniques diverses, des recettes de cuisine, des courriers, une planche d'autocollants, et même un roman-photo ! Si l'édito est clair (le fanzine « est labellisé 100 % pur pédé, c'est-à-dire qu'il est fait par des pédés pour les pédés »), j'aurais tendance à recommander sa lecture à tout(e)s.

Prix libre (mais sachez que *BangBang* leur coûte 2 euros par exemplaire) à *BangBang*, 6 chemin Galiffe, CH-1201 Genève, Suisse. E-mail : bangbang1969@free.fr, site web : http://bangbang1969.free.fr

« Not a minute of silence but a whole life of struggle » (« Pas une minute de silence mais toute une vie de lutte »). C'est ainsi que Nocif, jeune groupe de Seine-et-Marne, a intitulé son premier CD. La vache, ces gaillards-là ne mentent pas : on souffle à peine entre les 8 bombes punk hardcore que le groupe balance avec une assurance presque insolente (mais en tout cas réjouissante). Les mélodies sont solides, la rage est là, avec un son tout simplement énorme ! On retrouve les textes dans un minizine (*Manifeste* n° 3) qui accompagne le disque, avec pas mal d'illustrations (certaines paroles sont adaptées en photomontages et en BD) et des articles écrits par le groupe, qui font écho aux sujets abordés dans les chansons (révolte, éducation, anti-sexisme, anticonformisme, etc.). C'est sympa mais pas toujours très lisible avec cette mise en page « punk as fuck ». Dommage… Illustré de photos de la manif à Gènes (juillet 2001), le CD est dédié aux victimes du système capitaliste et de la répression d'État, et s'adresse « à celles et ceux qui vivent, qui peuvent encore faire naître de leur rage, de leur dégoût et de leur colère, l'esprit de résistance ». Car, comme ils disent : « On ne nous domine que parce que nous sommes à genoux. »

8 euros port compris chez Nocif, 36 rue des Jonquilles, 77240 Cesson, ou direct au label : Le Keupon Voyageur, c/o François Kahr, 85 bis rue Paul Langevin, 51530 Mardoeuil.

Le Chien qui pue, vu de dos.

Y'a des fanzines dont le nom reste un mystère absolu jusqu'à ce qu'on discute avec les rédacteurs (mais même parfois après). Quoi qu'il en soit, le troisième numéro du *Chien qui pue* (c'est le nom de celui-là) réserve une lecture bien agréable. Beaucoup de dessins et de planches BD très classes, des comptes rendus de concerts, des chroniques de disques et quelques textes, le tout dans un esprit globalement pro squats et manifs. Paraît d'ailleurs que *Le Chien qui pue* est édité par des squatteurs du Montrouge Qui Tâche (un cercle de poètes situé à Montrouge, dans les Hauts-de-Seine, comme vous l'aurez deviné).

Pas de contact, mais les habitué(e)s des petits concerts sauvages de la banlieue parisienne tomberont forcément dessus.

Faut absolument faire un tour sur le merveilleux site web d'Igor Agar ! On y retrouve tout l'univers de mon anarcordéoniste préféré : des affiches de concerts, des photos, des chansons librement téléchargeables (notamment des extraits de son fameux concert au squat Le Clandé, à Toulouse), ainsi que les paroles (et ces « jeux de mots accouchés dehors »). Un vrai régal, quoi ! Normalement, n'importe qui peut aller y surfer, car même avec un ordinosaure le site est accessible (dixit le flyer).

À noter qu'Igor partage son site avec Mireille de Guingois (autre rimailleuse/semeuse de notes), et propose quelques liens fort opportuns vers les sites de ses potes. Indispensable. http://igor.agar.free.fr

mémoire syndicale des instits ardéchois

Issu d'un mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, ce livre présente une étude du milieu ardéchois – républicain et protestant – des instituteurs formés à l'école normale de Privas par Élie Reynier (1875-1953)[1], l'un des fondateurs de la revue syndicale et pédagogique l'*École émancipée* en octobre 1910, et parmi les pionniers du syndicalisme enseignant avec Albert Thierry, Charles Guieysse, Louis et Gabrielle Bouet.

L'ouvrage pose d'abord le décor: conditions d'enseignement dans un département essentiellement agricole face à la concurrence d'une puissante école privée catholique, situation d'un syndicalisme enseignant divisé. Il se partage entre le Syndicat national des instituteurs et institutrices de France et des colonies, d'orientation réformiste, affilié à la CGT, et le Syndicat unitaire appartenant à la Fédération unitaire de l'enseignement affilié à une CGTU de plus en plus inféodée au PCF. À la fin des années vingt, ce dernier se déchire à la suite d'une intervention de l'Internationale communiste critiquant la ligne des dirigeants fédéraux. Ces derniers constituent alors la tendance « Majorité fédérale » à laquelle s'oppose une « Minorité oppositionnelle révolutionnaire » (MOR) d'obédience stalinienne. Une troisième tendance, la Ligue syndicaliste – dont fait partie Élie Reynier – regroupe les fidèles de la charte d'Amiens et de l'indépendance absolue du syndicalisme.

Le syndicat ardéchois, dont tous les secrétaires départementaux appartiennent à la « Majorité fédérale », devient alors « le champ clos de véritables affrontements politiques opposant généralement la MOR aux autres tendances dans une atmosphère de luttes fratricides particulièrement féroces », rapprochant la Majorité fédérale et Ligue syndicaliste dans une commune hostilité aux méthodes staliniennes de la MOR et du PCF.

L'auteur présente ensuite en deux séquences chronologiques (1930-1935 et 1936-1940) l'évolution de ce milieu, confronté à la crise économique et à ses conséquences, à ses illusions sur l'URSS, aux dangers de guerre et à la montée du fascisme. Viennent ensuite les brefs espoirs et les rapides déceptions du Front populaire, la douloureuse réunification des syndicats d'instituteurs, puis l'épreuve de la déclaration de guerre vécue dans l'impuissance et la résignation après la signature du pacte germano-soviétique. Pour beaucoup, d'autres combats suivront…

Malgré une conclusion convenue, cet ouvrage, bien construit et documenté, rappelle opportunément le rôle de ces militants soucieux de bâtir un avenir de liberté et de justice dans un contexte difficile et un environnement hostile.

Charles Jacquier

Éric Darrieux, *Instituteurs ardéchois dans la crise des années trente*, 250 p., Privas, Mémoire d'Ardèche et Temps présent, place André-Malraux 07000 Privas.

1. Cf. les deux volumes de la revue *Mémoire d'Ardèche et Temps présent* (n° 61, février 1999), Élie Reynier… Maître à penser. Acteur ardéchois du mouvement pacifiste et socialiste révolutionnaire.

3e Foire internationale du livre alternatif et libertaire

Gand, Belgique, samedi 29 mars

De 10 heures à 20 heures, « De Centrale », Kraankindersstraat, 2, Gand. Avec des tables d'éditeurs, de diffuseurs et de militants de Belgique, de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne et d'Espagne. Comme d'habitude, plusieurs manifestations de cette journée se feront en français, les autres en néerlandais. Contacts: aboekenbeurs@yahoo.com, aboekenbeurs. be.

Conférences

12 heures: **Autogestion au Sénégal** (vidéo) (FR). Documentaire sur un bidonville sénégalais où un système d'autogestion a reconstruit la vie sociale et l'économie locale. Loin du cliché de l'Africain pitoyable et dépendant de notre aide paternaliste, cette vidéo montre une population africaine digne et au moral trempé.

13 heures: **Le grand pillage, la tragédie du Congo** (NL). Malgré les deux millions de Congolais tués depuis août 1998, la presse belge reste relativement muette sur ce « conflit local ». Peter Custers expliquera qu'il s'agit en réalité d'une guerre internationale où plusieurs États et entreprises multinationales se contestent le contrôle sur les réserves de coltan.

14 heures: Atelier. **Comment protéger sa communication électronique?** (NL). Il n'y a pas de secret de lettres sur la toile mais même dans le monde virtuel il est possible de protéger la confidentialité de sa correspondance. Toon Van Daele expliquera comment on peut se servir de GNU PG (pour windows).

15 heures: Va banque! (NL). **Le rôle des banques** dans la mondialisation économique est incontestable mais difficile à contrer. Luc Van Liedekerke (économiste) analysera l'influence qu'exercent les banques dans le domaine social et économique. « Netwerk Vlaanderen » présentera sa campagne d'activisme financiel.

15 heures: **Georges Brassens libertaire** (FR). Conférence sur Georges Brassens, poète, chansonnier et non-conformiste libertaire qui fut dans sa jeunesse un polémiste anarchiste, sauvage et combatif. Coquin de sort, il nous manque encore! Par Marc Wilmet (Brassénophile, professeur à l'ULB et auteur de *Georges Brassens libertaire, la chanterelle et le bourdon*).

17 heures: **Sommet G8 à Évian** (FR). Les 1er, 2 et 3 juin, le prochain sommet G8 aura lieu a Évian (France). Un représentant de la Convergence des luttes antiautoritaire et anticapitaliste contre le G8 (CLAAAC G8) viendra faire un bilan des contre-manifestations en cours de préparation (actions, manifs, village anticapitaliste, etc.).

18h30: **Discussion sur les réseaux activistes** (NL). Les anars se sont toujours fédérés dans des réseaux libres et non hiérarchiques; aujourd'hui ce modèle commence à faire tâche d'huile dans les milieux antimondialistes et même dans certains partis centralistes. Cette discussion, ouverte à tous les activistes libertaires et non partisans, essaiera de faire le point des difficultés et des possibilités de la coopération organisée.
La discussion sera entamée et présidée par des représentants du groupe écologique JNM, du journal *De Nar et de Pink & Green*, mais tous les participants sont invités à partager leurs idées et leurs expériences.

Performances

12h30 à 15 heures: **« Vivre l'Afrique »,** un monologue par Barbara; des performances de Klonk (musique) et de Kurt Maegerman et Nicolas Leus (poésie/prose) et un acte mystérieux de Didi de Paris.

Exposition

Voici votre monde, une sélection de caricatures tirées de la presse anarchiste.

Fête

La Foire se terminera avec **des concerts et une fête** à partir de 21 heures (entrée: 3,50 euros): le Trio perdu (B., folk-klezmer), 88Mate! (B., ska-reggae), puis party avec Dukes of Hazard (dj's).

profiter du temps

Sur la pochette, sculpture de Benoit Lasserre

Allez, on l'avoue ? C'est toujours avec un peu d'appréhension que j'apprends la sortie d'un nouveau Béranger. Vague inquiétude de replonger brutalement dans les années 70, l'émancipation individuelle et sociale à portée de main, les derniers coups de boutoir contre un grand capital d'autant plus brutal qu'il est acculé, tout ça ; et puis, inutile de tourner autour du pot, l'époque où Béranger brandissait ses quarante balais comme un défi à la face de ce public de teenagers qu'il refusait de caresser dans le sens du poil, et qui le lui rendait bien. Crainte donc de constater que Béranger a vieilli, et de mesurer à cette aune mon propre vieillissement. De ce point de vue, le titre « Profiter du temps », écho mi-optimiste, mi-résigné à l'article sans suite de 1980 n'est pas vraiment rassurant. Mais bon, le dernier Béranger, je peux quand même pas laisser passer ça.

Que dire ? Même au rythme d'un disque tous les cinq ans, on a eu le temps de se faire à l'abandon depuis déjà belle lurette du créneau rock (juste une réminiscence par CD histoire de garder la forme) au profit de musiques dansantes, de la ritournelle au tango, généralement composées par Lalo Zanelli. Rien de vraiment neuf de ce côté dans le dernier cru.

Ni – heureusement – dans cette façon de « participer au présent » qui n'appartient qu'à Béranger.

On remarquera, en revanche, le retour en force de chansons, comment dire, d'amour (« mais toutes les chansons sont des chansons d'amour », se rappellent les vieux fidèles) ; la très bonne reprise de « Mamadou m'a dit » qui n'a malheureusement rien perdu de son actualité vingt-cinq ans après ; l'allusion rituelle à la guerre d'Algérie ; la chanson la plus réussie qui risque hélas d'être durablement plombée par son titre :

« Les enfants rahélés », sortie, coïncidence désastreuse, en plein coup de pub de la secte que vous savez ; le retour en guest stars de Jean-Pierre Alarcen et de Jean-Yves Lozac'h ; la voix intacte, inimitable, si habilement maladroite, de Béranger ; et une relative bonne humeur qui tranche avec l'ambiance de ses CD récents.

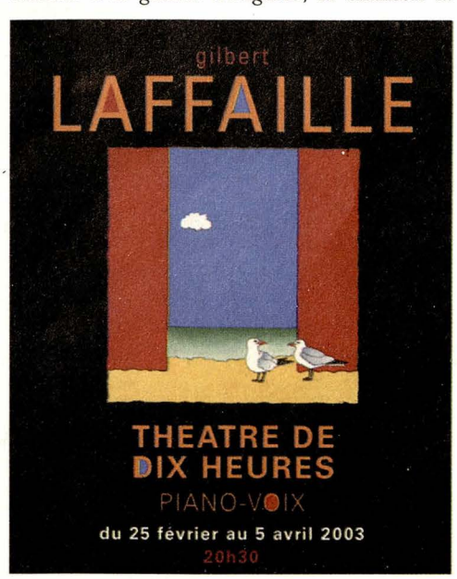
Et me voilà finalement rassuré : si Béranger vieillit, il vieillit bien. Assez bien pour que j'aie la surprise, rentrant chez moi, de surprendre mes pré-ados de filles en train de passer « Profiter du temps » sans me demander la permission. Elle est pas belle la vie ?

François Coquet

Roman noir

Le 20 mars 2003 à 10h30, l'émission d'actualités « Chroniques hebdo » sur Radio libertaire reçoit exceptionnellement Jacques Vallet pour son roman noir *Ablibabli*, qui vient de paraître aux éditions Zulma (en vente à Publico). Une histoire très « actuelle » où le célèbre journaliste Othello Desdouches, héros des précédentes aventures noires décrites par J. Vallet, est écartelé entre le Liban en guerre, ses tueurs professionnels, ses paumés de la schnouf et des religions de mort, et les mystérieuses caches des passages de la rue des Vignoles à Paris…

Archibald



Subversion tranquille

Les esprits forts feignaient de ne voir en lui que chansons agréables et petites fleurs… Pourtant du « Président et l'éléphant » (Giscard) à « Interrogations écrites » en passant par « L'Album » (Vichy) et *Le Blues de Neuilly* (sic !), Gilbert Lafaille distille depuis plus de vingt ans sa « subversion tranquille » avec brio, verbe haut et musicalité.

Des galas pour l'Union pacifiste (Live in Chatou) ou en soutien à Radio libertaire, l'amoureux du dimanche après-midi a toujours répondu présent à la solidarité militante. Il ne joue plus de guitare sur scène mais sait s'entourer de pointures dans ses derniers enregistrements (Michel Haumont, Jack Ada).

Jusqu'au 5 avril, il sévit près de la place Pigalle au Théâtre de dix heures à 20h30 du mardi au samedi. Seul avec un pianiste (Léo Nissim), il reprend de vieux chevaux de bataille (précités) et nous fait découvrir de nouvelles chansons : « L'Eau de la rivière », « La Java sans modération »… Sans oublier monologues et déclamations, il ne manque que « Charlotte » ! Mais ce sera peut-être pour la prochaine fois.

Thierry

agenda

Du 19 au 21 mars
Montluçon

Représentation de la pièce de Claire Truche *Un chacal, des chamots ?* à 20h30 au théâtre Les Fédérés.
Prix des places : 15 euros.

Vendredi 21 mars
Dijon

À l'Espace autogéré des Tanneries au 15, boulevard de Chicago à 19h00, soirée de discussions sur la construction masculine et les rapports de genre, suivie d'une fête. Entrée libre.

Grenoble

Festival de résistances et d'alternatives au Kapitalisme (FraKa). Karnaval d'ouverture place Félix Poulat à 18h00 avec la Compagnie générale des douches de France (fanfare madouche). Puis à 20h00 au 48 rue (st) Laurent avec *Louise...*, une pièce inédite sur Louise Michel par Laurence et Catherine, des Comédiens du possible. Prix libre.

Lyon 1er

Concert au Café libertaire, 19, rue P. Blanc (entrée par l'allée), à partir de 21h00 avec Sainte Rita et Nina la Démone (Prix libre)

Montreuil

Avec la fin de la trêve hivernale le 15 mars, les familles Roms de la rue Paul-Doumer à Montreuil sont menacées d'expulsion. Contre celle-ci et toutes les autres manifestation devant la mairie à 18 heures (M° Mairie-de-Montreuil), suivie d'une réunion publique à 20 heures à la maison des syndicats, 24, rue de Paris (M° Croix-de-Chavaux).

Paris 11e

Reprise de la pièce *La Commune à Nouméah* à 20h30, au Petit Ney, 10, avenue de la Porte-Montmartre.

Rouen

Soirée *Voix libres* avec des poètes de la région à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 22 mars
Bordeaux

Inauguration de la librairie de l'Athénée libertaire au 7, rue de Muguet.

Dijon

Concerts à 21h00 à l'Espace autogéré des Tanneries, 15 Boulevard De Chicago. Born Dead Icons (hardcore violent / USA), Insuicity (hardcore torturé / Pologne), Skewiff (chaos punk crust / Belgique). PAF : 4 euros.

Grenoble

Festival de résistances et d'alternatives au Kapitalisme (FraKa). Rendez-vous à 14h00 à l'arrêt de tram B Cité Internationale pour une viste guidée des sites techno industriel (par bus). Prévoir 2 heures environ et 5 euros.

Dimanche 23 mars
Grenoble

Festival de résistances et d'alternatives au Kapitalisme (FraKa). À 10h30 tchatche à la salle des Tickets, place Saint-Bruno, sur le thème *Bouchayer Viallet, Europole, Saint-Bruno... : quels quartiers nous prépare-t-on ?* À midi repas de quartier au parc Marliave, rue Marx-Dormoy, en présence de la chorale les Barricades... Amener de quoi partager avec vos voisins. A 16h30 ballade en vélo.

Lausanne

La Commune propose un débat à 15h00, sur *Qu'est-ce que le G8 ? Tout ce vous avez toujours voulu savoir sur le G8 sans jamais avoir osé le demander,* au Tir groupé, place du Château 3 (ex-école de chimie).

renseignement : ya.basta@graffiti.net et pour plus d'informations cliquez « débats » sur : http://squat.net/contre-attaque/index2.htm

Lundi 24 mars
Grenoble

Festival de résistances et d'alternatives au Kapitalisme (FraKa). Surprise... rendez-vous devant les télés de la FNAC à 15h00. Tchache au Tonneau de Diogene, place Notre-Dame à 20h30 autour du thème *Peut on changer de société sans changer nos modes de discussion ?*

Mardi 25 mars
Grenoble

Festival de résistances et d'alternatives au Kapitalisme (FraKa). Concert de soutien à l'Adaep, 163, cours Berriat, (tram A, arrêt Berriat-le Magasin) avec Miss Goulash, Kubla Khan et Bistanclaque. 6 euros.

Mercredi 26 mars
Grenoble

Festival de résistances et d'alternatives au Kapitalisme (FraKa). Projection du documentaire *Marché captif* sur le travail en prison puis débat sur le thème *À qui profite le crime* animé par le collectif Anti-Répression de Grenoble au Chapitonom, 4 traverse des 400-couverts. Prix libre en soutien au collectif.

Du 26 au 28 mars
Lens

Représentation de la pièce de Gérald Dumont *Broutchoux... et marchons sur la tête des rois* salle Jean-Nohain. Renseignements au 03 21 14 25 35.

Radio libertaire

Vendredi 21 mars

Jazz en liberté: à 22h30, Bennie Wallace quartet, Yochk'o Seffer trio, David Murray quartet, Sonny Rollins trio, Davis S. Ware quartet, Sylvain Beuf trio, Archie Shepp quartet, James Carter quintet, Jean-Marc Padovani quartet.

Samedi 22 mars

Chroniques syndicales: à 11h30, les violences au travail.
Bulles de rêves: à 17 heures, spécial Festival national du film d'animation à Auch, avec Mikhal Bak et Marina Feodoroff de l'Association française de cinéma d'animation (AFCA).

Mercredi 26 mars

Blues en liberté: à 10h30, Lowell Fulson, le cherokee du blues.
Le manège: à 14 heures, avec Sophie Jabès pour son roman *Alice la saucisse* aux éditions Verticales.
Ras les murs: à 20h30 sur les femmes dans les couloirs de la mort

Vendredi 28 mars

Jazz en liberté: à 22h30, Dizzy Gillespie big band, La Marmite infernale, Anthony Braxton creative orchestra music, Chris Mc Gregor brotherhood of breath, Yusef Lateef big band, Odean Pope saxophone choir, Andrew Hill big band, Mike Wesbrook concert band, McCoy Tyner big band.

Samedi 29 mars

Chroniques syndicales: à 11h30, les syndicats contre la guerre?
Bulles noires: à 17 heures, le problème de la diffusion BD Avec Latino Imparato (Comptoir des indépendants), Yvan Alagbé (éditions Frémok).

Samedi 5 avril

Bulles noires: à 17. heures, salon Kritik du polar *La cagoule et le calibre* avec Philippine, Jack Ass et Ricky Marteau.

Samedi 12 avril

Bulles noires: à 17 heures, Thierry Groensteen, critique de bandes dessinées (ex-rédacteur en chef d'une version des *Cahiers de la Bande Dessinée* et ex-directeur du musée national de la bande dessinée d'Angoulême).

89,4 MHz
en région parisienne

Les ch'mins d'Couté par Daniel Delabesse au théâtre de la Commune à Aubervilliers (01 48 13 16 16): jeudi 20 mars à 20h30; samedi 22 mars à 20h30; mardi 25 mars à 20h30; jeudi 27 mars à 20h30.

La Ballade à Gaston par Jean-Claude Mérillon, au Magique, 42 rue de Gergovie, Paris 14e, 01 45 42 26 10. Jeudi 27 mars à 21h30.

Hommage à Gaston Couté à Dolus-le-Sec, près de Loches (37) par Hélène Maurice, Jean Descours, Michel Desproges et Jean Wilmann. Salle des fêtes (02 47 92 22 26), le dimanche 23 mars à 16 heures.

Soirée Gaston Couté avec Jean Populus accompagné à la guitare par Jean-Philippe Winter. Le P'tit Breton, 16, rue de la Légion-d'Honneur à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). 01 48 20 11 58. Vendredi 28 mars à 21 heures.

L'itinéraire Gaston Couté

du 10 mars au 10 mai

demandez le matos!

campagne anti-G8

Journal

N'hésitez pas à commander le *Journal de la Claaac* **en quantité pour le diffuser. Nous contacter pour les prix.**

Affiches (2 couleurs)

- **Grande affiche (80 x 60): 15 € les 100 + 11,20 € de port**
- **Petite affiche (40 x 60): 8,50 € les 100 + 9,60 € de port**

Autocollants (2 couleurs)

3 € les 100 + 2 € de port

Tee/sweat-shirt (2 couleurs)

- **CLAAAC (2 modèles)**

- **VAAAG (1 modèle recto/verso) XL, L, M, S et « moulant »**
- **Tee-shirt: 10 € + 2,13 € de port**
- **Sweat-shirt: 25 € + 5,70 € de port (en quantité contacter e-mail: reflex@ecn.org**

Sur place

- **Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59**
- **Librairie Quilombo, 23, rue Voltaire, 75011 Paris. Tél./fax: 01 43 71 21 07**
- **La Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon**

Commandes

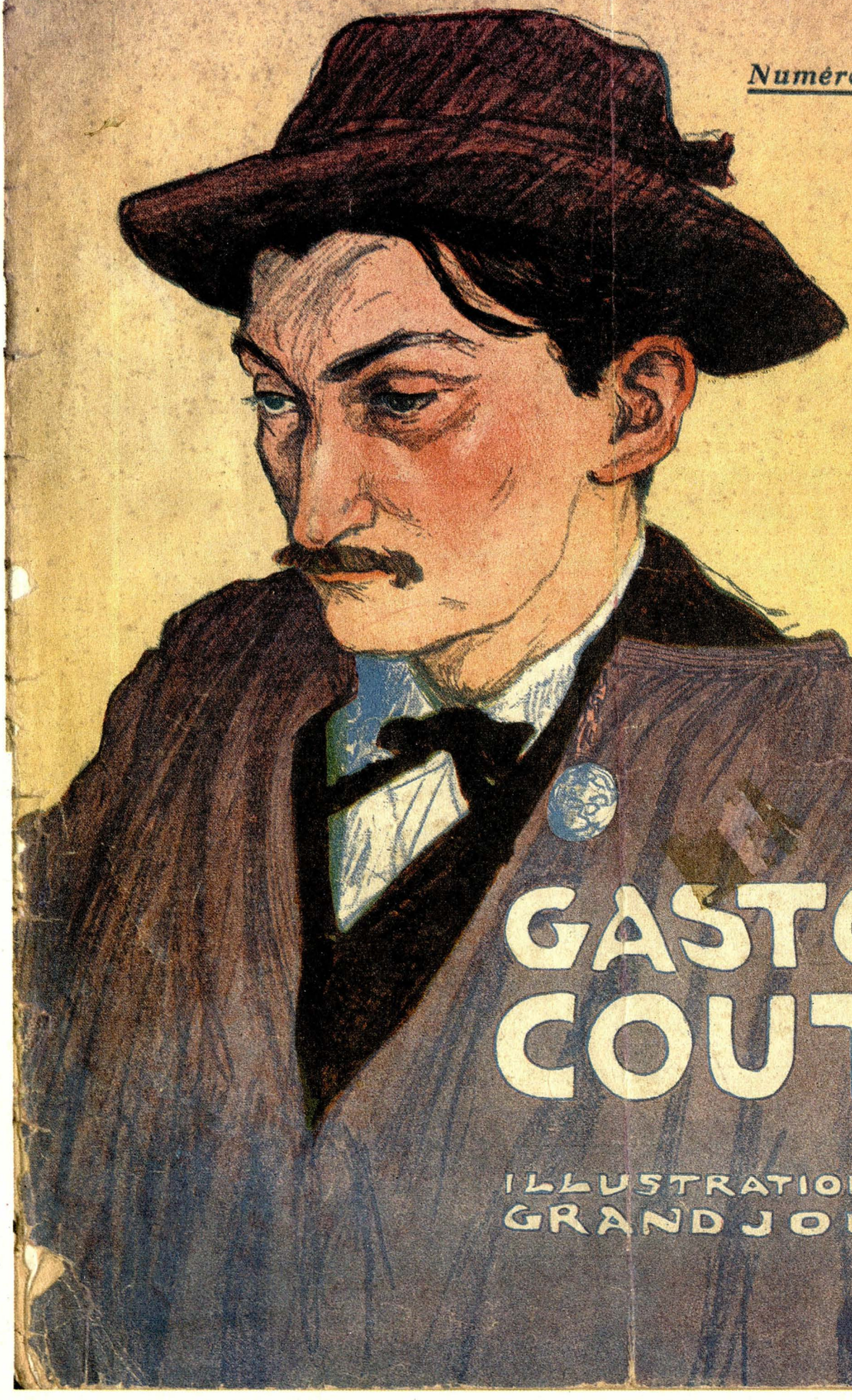
Chèque à l'ordre de CLAAAC CCP 1336954 J Lyon

- **Affiches et autocollants: La Plume noire, Librairies Publico & Quilombo.**
- **Tee-shirts: CERED, BP 322, 44803 Saint-Herblain cedex. Tél.: 06 11 29 02 15**

Prix : UN Franc. — VII. — 25-7-06

LES CHANSONNIERS DE MONTMARTRE

Numéro spécial illustré



SOMMAIRE :

Les Gourgandines
Les Mangeux de terre
Les Conscrits
Grand'mère Gâteau
Au beau cœur de Mai
Le Gâs qu'a perdu l'esprit
Idylles des grands gas comme il faut et des jeunesses ben sages.
En suivant leu's noces...
La Dot
Mossieu Imbu

Dépôt général
LIBRAIRIE UNIVERSELLE
33, rue de Provence, Paris.

GASTON COUTÉ

ILLUSTRATIONS DE GRANDJOUAN